



## Entretien et réparation de routes rurales dans les Départements du Sud et des Nippes, Haïti.

Plan de Gestion Environnementale et Sociale (PGES)

## TABLE DES MATIERES

	Page
<b>ABREVIATIONS ET ACRONYMES</b>	<b>3</b>
<b>■ INTRODUCTION</b>	<b>4</b>
1.1 CONTEXTE	4
1.2 OBJECTIFS	4
1.3 METHODOLOGIE D'ELABORATION DU PGES	5
<b>■ DESCRIPTION DES TRAVAUX</b>	<b>6</b>
2.1 APERCU DE LA ZONE DU PROJET	6
2.2 PORTEE DES TRAVAUX	6
2.2.1 Description des activités du projet	6
2.2.2 Considérations techniques pour les travaux	7
2.2.3 Description des tronçons retenus	9
<b>■ CADRE JURIDIQUE ET REGLEMENTAIRE</b>	<b>13</b>
3.1 CADRE JURIDIQUE ET REGLEMENTAIRE ENVIRONNEMENTAL	13
3.2 CADRE JURIDIQUE ET REGLEMENTAIRE SOCIAL	15
3.2.1 La Constitution d'Haïti en matière d'aspects sociaux	15
3.2.2 La législation foncière nationale	16
3.2.3 Les procédures nationales de compensation	16
3.2.4 La Loi sur le Code d'Investissement de 2002	17
3.2.5 Le Code du Travail	17
3.3 CADRE JURIDIQUE ET REGLEMENTAIRE INTERNATIONAL	19
3.3.1 Traités internationaux et conventions	19
3.3.2 Politiques de Sauvegarde Environnementale et Sociale de la Banque mondiale	19
3.3.3 Concordances et les discordances entre l'OP 4.01, l'OP 4.12 et la législation nationale haïtienne	22
<b>■ IMPACTS ENVIRONNEMENTAUX ET SOCIAUX POTENTIELS</b>	<b>31</b>
<b>■ ANALYSE DES VARIANTES ET OPTIONS DE MISE EN ŒUVRE</b>	<b>38</b>
5.1 VARIANTES	38
5.1.1 Variante « Sans Projet »	38
5.1.2 Promotion et utilisation de modes de déplacement alternatifs	38
5.1.3 Construction de nouvelles routes	38
5.1.4 Priorisation de tronçons	39
5.2 OPTIONS DE MISE EN ŒUVRE	39
5.2.1 Option « Pas de mise en œuvre du Projet »	39
5.2.2 Mise en œuvre retardée du Projet	39
5.2.3 Mise en œuvre immédiate du Projet	39
5.3 DESCRIPTION DES TRONÇONS RETENUS	40
<b>■ PLANS SPECIFIQUES DE GESTION ENVIRONNEMENTALE ET SOCIALE</b>	<b>41</b>
<b>■ ENQUETES DE TERRAIN</b>	<b>70</b>
<b>■ CONSULTATIONS</b>	<b>71</b>
<b>■ MECANISMES DE GESTION DE PLAINTES</b>	<b>81</b>
<b>■ BUDGET DU PGES</b>	<b>82</b>
<b>■ QUELQUES IMAGES DES SITES D'INTERVENTION</b>	<b>85</b>

## ABREVIATIONS ET ACRONYMES

	Evaluation (ou Etude) d'impact environnemental et social
CASEC	Conseils d'Administration de la Section Communale
CCNUCC	Convention-Cadre des Nations Unies sur les Changements Climatiques
CITES	Convention sur le commerce international des espèces de la faune et de la flore sauvages menacées d'extinction
DGI	Direction Générale des Impôts
MARPOL	Convention internationale pour la prévention de la pollution par les navires
MAST	Ministère des Affaires Sociales et du Travail
MDE	Ministère de l'Environnement
MTPTC	Ministère des Travaux Publics, Transports et Communications
OIT	Bureau international du Travail
OP	Politique(s) Opérationnelles(s)
PGES	Plan de gestion environnementale et sociale
PSR	Plan Succint de Reinstallation
SMCRS	Service Métropolitain de Collecte des Résidus Solides
SNGRS	Service National de Gestion de Résidus Solides
UCE	Unité Centrale d'Exécution
UNOPS	United Nations Office for Project Services
VBG	Violence basée sur le genre

# INTRODUCTION

## 1.1 CONTEXTE

Le présent projet s'inscrit dans le cadre d'un plus grand projet dénommé « Projet d'Accessibilité et de Résilience Rurale (PARR) » en Haïti. L'objectif du PARR est de soutenir l'inclusion sociale et économique, la croissance durable et contribuer à la réduction de la pauvreté en améliorant la connectivité, la mobilité et l'accessibilité aux services de base existants en Haïti, grâce à une infrastructure routière améliorée et robuste, une connectivité rurale stratégiquement améliorée, de meilleures politiques sectorielles, et de meilleurs investissements et gestion de la planification sectorielle des routes.

Le PARR s'attache en particulier à faciliter le transport et le commerce, le marché intérieur et international, et la construction d'infrastructures résilientes aux effets du changement climatique et d'un réseau accessible en tout temps. D'où l'élaboration du Plan de mobilité, d'entretien et de réparation de routes rurales dans les Départements du Sud-Est, des Nippes et du Sud (microrégion Baradères-Asile-Aquin). Ainsi, dans la microrégion 1 (Baradères-Asile-Aquin), le projet portera sur l'entretien et la réparation de 40 km de routes rurales.

Afin d'atténuer les externalités négatives potentielles de l'exécution des travaux prévus sur l'environnement et le milieu socioéconomique, il a été requis l'élaboration du présent Plan de Gestion Environnementale et Sociale (PGES).

## 1.2 OBJECTIFS

L'objectif premier d'un plan de gestion environnementale et sociale (PGES) est de protéger l'environnement, le personnel et la population locale de toute activité du projet susceptible de causer des dommages ou des nuisances

Ce PGES est conçu comme un cadre de gestion systématique des questions environnementales et sociales dans toutes les activités mise en œuvre dans le cadre des travaux du projet d'entretien et réparation de routes rurales dans les Départements du Sud et des Nippes. Il décrit les mesures requises pour prévenir, minimiser, atténuer ou compenser les externalités environnementales et sociales négatives ou pour accroître les impacts positifs.

Plus spécifiquement, les objectifs fondamentaux du présent PGES sont :

- Identifier les composantes environnementales et sociales susceptibles d'être affectées par les travaux
- Présenter les impacts directs et indirects des travaux
- Proposer des mesures d'atténuation techniquement viables et économiquement réalisables pour prévenir, minimiser, atténuer ou compenser les impacts négatifs ;
- Présenter les coûts de mise en œuvre des mesures d'atténuation proposées respectivement

Les responsabilités pour la mise en œuvre sont décrites dans le PGES et incombent selon le cas, à l'UNOPS, aux sous-traitants ou aux autres partenaires au projet (exemple : UCE).

Lorsque les responsabilités incombent à des sous-traitants, elles doivent être mises en œuvre sous la surveillance de l'UNOPS. L'UNOPS cherchera activement à auditer et évaluer la conformité des entrepreneurs et s'assurer que des mesures correctives sont prises par ces derniers pour maintenir la performance environnementale et sociale du projet.

Pour chacune de ces mesures d'atténuation, les normes pertinentes sont identifiées conjointement avec les mesures de surveillance et les indicateurs clés de performance. Le PGES fournit des informations supplémentaires sur le contenu des différents sous-plans ou procédures de gestion à mettre en œuvre dans le cadre du PGES par les promoteurs ou les entrepreneurs, ainsi que les lignes de responsabilité.

Dans la dernière section du présent document, le budget pour la mise en œuvre du PGES a été identifié. Ce budget est sujet à révision en fonction de l'évolution du projet, mais est considéré comme étant globalement indicatif pour atténuer les impacts environnementaux et sociaux identifiés.

### **1.3 METHODOLOGIE D'ELABORATION DU PGES**

La méthodologie utilisée dans le cadre de cette étude vise principalement la prise en compte des dimensions environnementale et sociale dans les travaux d'entretien et réparation de routes rurales dans les Départements du Sud et des Nippes. La démarche est articulée autour de trois (3) axes majeurs, à savoir : (i) analyse des documents du projet et d'autres documents stratégiques et de planification au niveau national, régional et local ; (ii) visite des sites d'implémentation des travaux ; et (iii) consultation des riverains.

### **1.4 CONFORMITE DU PGES**

Le présent PGES est conforme aux directives et provisions détaillées au sein du Cadre de gestion environnementale et sociale (CGES), du mécanisme de gestion de plaintes et du plan d'action contre les violences basées sur le genre.



## DESCRIPTION DES TRAVAUX

### 2.1 APERCU DE LA ZONE DU PROJET

Les tronçons retenus permettent de capturer les priorités du plan de mobilité, tout en réalisant le livrable du projet PARR de 40 km pour la première microrégion dans le budget alloué. La **Figure 1** présente l'ensemble des tronçons retenus (routes priorisées)



**Figure 1 : Aperçu de l'ensemble des tronçons retenus**

### 2.2 PORTEE DES TRAVAUX

#### 2.2.1 Description des activités du projet

Le projet consistera à effectuer des interventions sur des tronçons de route. Ces tronçons, une fois réhabilités, pourraient présenter des opportunités de bénéfices économiques et sociaux importants pour les populations rurales qu'elles desservent. Le projet sera exécuté en trois phases. Ces trois phases ont été considérées dans cette EIES.

Les différentes phases à considérer pour le Projet sont les suivantes (**Tableau 2**):

**Tableau 2 : Activités des différentes phases du Projet**

Phase	Intervention	Activités
Construction	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Travaux préparatoires</li> <li>- Mobilisation Travaux civils</li> <li>- Drains latéraux</li> <li>- Dalots et autres traversées de cours d'eau.</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Marquage de l'emprise de la route (emprise) par les géomètres.</li> <li>- Préparation de la zone</li> <li>- Mobilisation des équipements et du personnel sur le site</li> <li>- Localisation et préparation des camps de base, y compris les installations sanitaires</li> <li>- Travaux de terrassements</li> <li>- Construction d'ouvrages et d'installations de drainage</li> <li>- Autres travaux annexes</li> <li>- Elimination des déchets de construction</li> </ul>

Phase	Intervention	Activités
Démobilisation	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Travaux de fermeture du chantier</li> <li>- Activités de démobilisation du site (repli de chantier)</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Enlèvement de l'équipement de construction</li> <li>- Élimination des déchets de construction et des déchets en général</li> <li>- Réhabilitation des carrières et/ou bancs d'emprunt</li> <li>- Démantèlement du camp de base temporaire</li> </ul>
Exploitation	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Pas d'intervention</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Utilisation des routes par les communautés</li> </ul>

## 2.2.2 Considérations techniques pour les travaux

### 2.2.2.1 Considérations générales

Le projet vise la réhabilitation des routes rurales, et non la construction de ces routes. La réhabilitation consistera à effectuer les travaux nécessaires pour avoir des routes durables nécessitant une maintenance légère pour quelques années. L'ouverture des terrains rocheux, ou lors de la présence de matériel peut cohésif sur des hauteurs supérieures à 3 m, n'est pas envisagée dans le cadre de ce projet. L'ouvertures des tronçons qui ne permettent pas les travaux sans longues périodes de clôture de la route, n'est également pas envisagée.

### 2.2.2.2 Élargissement de la plateforme

Les travaux seront exécutés uniquement sur des chaussées existantes. L'élargissement des chaussées, lorsque nécessaire, ne dépassera pas 6 m ou les limites des terrains voisins aux chaussées.

### 2.2.2.3 Coupe d'arbres

L'élargissement de la plateforme lorsque la végétation est importante n'est pas envisagée. Aucune coupe d'arbre n'est prévue. Vu que la largeur de la chaussée existante ne sera pas dépassée, la coupe d'arbre n'est donc pas nécessaire.

### 2.2.2.4 Considérations concernant les structures de drainage

Aucune intervention n'est considérée pour les rivières qui présentent des largeurs « inondables » supérieures aux dimensions d'un dalot de 6 cellules. Lorsque la présence d'eau est constante, il sera construit des structures type dalots et ponceaux, avec une largeur de 4 mètres (passage d'une seule voiture). Lorsque le passage d'eau est temporaire, des structures à ciel ouvert comme cassis et cunettes seront construites avec les protections nécessaires.

### 2.2.2.5 Les déviations

Les by-passes nécessaires pendant les périodes de constructions toucheront des terrains avoisinants, mais la largeur ne devra pas dépasser le nécessaire pour le transit d'une voiture et la déviation ne devra en aucun cas causer le déplacement physique de personnes. Ci-dessous, se trouve la liste des déviations temporaires prévues. **(Tableau 3)** .

**Tableau 3 : Liste des déviations temporaires prévues**

Location	GPRS	Point Kilométrique	Type d'ouvrages	Superficie	Type de culture	Type d'arbre
Ti Francois	18.429356,-73615141	PK 2+900	Dalot deux cellules	240 m2	Pas	Pas
Ti Francois	18.429478,-73.617914	PK 3+000	Dalot un cellule	80 m2	Culture associes (mais,Pois congo)	Pas
Galesse	18.424686,-73.601457	PK 0+300	Exploitation mines	400 m2	Pas	Pas
Riviere Libo	18.427031,-73.583056	PK 4+300	Dalot deux cellules	240 m2	Culture associes (mais,pois congo)	Pas
Riviere Libo	18.427031,-73.583056	PK 4+300	Dalot deux cellules	48 m2	Pas	Pas
Kawa	18.430703,-73.610439	PK 2+300	Dalot deux cellules	160 m2	Pas	Pas
Kawa	18.430703,-73610439	PK 2+300	Dalot deux cellules	96 m2	Pas	2 Delin
Centre Ville L'Asile	18.383367,-73411513	-	Exploitation mines	Pas	Pas	Pas
Vigile	18.357715,-73.264881	PK 0+800	Dalot 1 cellule	40 m2	Pas	Pas
Vigile	18.366253,-73.332499	PK 0+800	Dalot 1 cellule	40 m2	Pas	Pas
Grande Place	19.364738,-73.350403	PK 11+300	Exploitation mines	Pas	Pas	Pas
Source Dipa	19.089739,-71.985232	PK 7+600	Ponceau	40 m2	Pas	Pas
Source Dipa	19.088113,-71.987105	PK 9+000	Ponceau	80 m2	Pas	Pas
Source Baptiste	18.362496,-73.326134	PK 8+200	Dalot 1 cellule	120 m2	Pas	Pas
Quartier Bidouze	18.366049,-73.333132	PK 9+100	Ponceau	120 m2	Pas	Pas
Bidouze	18.366131,-73.333145	PK 9+800	Ponceau	120 m2	Pas	Pas
Nicolas	18.359970,-73.322917	PK10+300	Ponceau	120 m2	Pas	Pas



#### 2.2.2.6 Régions montagneuses

Dans les régions montagneuses, aucun élargissement n'est prévu. Pour avoir des routes en terre battue « durables » dans les sections pentues, la construction de structures de drainage correctement positionnées et la protection des chaussées sont obligatoires.

#### 2.2.2.7 Protection des chaussées

Lorsque les pentes sont importantes ( $\geq 10\%$ ), ou quand elles sont longues et sans conditions de déviation des eaux, la protection de la chaussée sera faite avec béton ou pré-mix. Pour les tronçons où la chaussée sera protégée, une structure/canal de drainage latéral en maçonnerie sera construite.

Pour les tronçons où il sera nécessaire de protéger la chaussée et qui ne présentent pas une largeur suffisante pour laisser passer deux voitures, la protection sera faite avec pré-mix de façon à éviter de longues périodes de fermeture des routes au trafic.

Pour les tronçons plus larges où la chaussée sera protégée, cette protection sera en béton, avec une largeur de 3 m (une voiture).

#### 2.2.2.8 Remblayage

Les travaux de reprofilage et remblayage seront considérés seulement aux points très critiques et aux pentes accentuées. Les sources de remblayage sont généralement les lits des rivières, où les matériaux sont dans une certaine mesure renouvelable. L'ouverture de nouvelle carrière n'est pas prévue.

### 2.2.3 Description des tronçons retenus

#### 2.2.3.1 Vigille à Source Baptiste et Monocot (15 Km)

Cette route permet un accès au Dispensaire de Bouzy et la Clinique Bethel. Le budget estimé est de 636 400 USD. Le **Tableau 4** ci-dessous présente le détail des travaux sur ce tronçon.

**Tableau 4: Détails des travaux sur le tronçon Vigille à Source Baptiste et Monocot**

Travaux	Unité	Quantité
Dalot 1 cellule h=1,5m Largeur = 4m	Unité	2
Dalot 2 cellules largeur n4m	Unité	-
Ponceau	Unité	6
Ponceau double	Unité	-
Premix	m <sup>2</sup>	-
Murs en maçonnerie	m <sup>3</sup>	59
Drainage maçonnée	ml	-
Cassis + béton	m <sup>3</sup>	72
Cunettes (variées)	Unité	8
Gabionnage	m <sup>3</sup>	57
Mur en béton renforcé	ml	-

### 2.2.3.2 St Zanj à Dodin (Asile) (1.95 kms) : vers l'hôpital et la mairie

Cette route relie la route de Changeux au centre-ville sur une plus courte distance. Cette route représente un potentiel en termes de gain de temps et de frais de transport. Elle permet, comme le tronçon Bellevue-Dodin, de relier également les habitants des localités avoisinantes Polite, Bellevue, Carrefour, Baptiste, Corail, Anglade et des écoles nationales. La route arrive près du marché. Le long de cette route se trouve le captage d'Abricot qui est dysfonctionnel depuis plus de trois ans, mais en réparation. Pour s'approvisionner en eau, les gens se rendent dans les sources ou les rivières ou des puits surtout la rivière Mahot. Ils utilisent des aquatabs, du chlore ou la méthode solaire pour purifier l'eau.

Le budget estimé est de 89 850 USD. Le **Tableau 5** ci-dessous présente le détail des travaux sur ce tronçon.

**Tableau 5 : Détail des travaux sur le tronçon St Zanj à Dodin**

Travaux	Unité	Quantité
Dalot 1 cellule h=1,5m Largeur = 4m	Unité	-
Dalot 2 cellules largeur n4m	Unité	-
Ponceau	Unité	1
Ponceau double	Unité	-
Premix	m <sup>2</sup>	-
Murs en maçonnerie	m <sup>3</sup>	18
Drainage maçonnée	ml	50
Cassis + béton	m <sup>3</sup>	78
Cunettes (variées)	Unité	1
Gabionnage	m <sup>3</sup>	-
Mur en béton renforcé	ml	-

### 2.2.3.3 Sudre à Centre-Ville (Plaisance) (6.8 kms)

Cette route relie Sudre au centre-ville. Elle dessert des captages, des écoles nationales, de nombreuses églises ainsi que des abris provisoires. Zone agricole, on y trouve de l'igname, du riz, des ananas, de la canne à sucre, des pois et du maïs. Les habitants estiment la durée du trajet 25 minutes à motocyclette et le prix varie entre 100 et 200 gourdes.

Le budget estimé est de 313 900 USD. Le **Tableau 6** ci-dessous présente le détail des travaux sur ce tronçon.

**Tableau 6: Détail des travaux sur le tronçon Sudre à Centre-Ville**

Travaux	Unité	Quantité
Dalot 1 cellule h=1,5m Largeur = 4m	Unité	1
Dalot 2 cellules largeur n4m	Unité	2
Ponceau	Unité	0
Ponceau double	Unité	1
Premix	m <sup>2</sup>	0
Murs en maçonnerie	m <sup>3</sup>	60

Travaux	Unité	Quantité
Drainage maçonnée	ml	-
Cassis + béton	m <sup>3</sup>	48
Cunettes (variées)	Unité	8
Gabionnage	m <sup>3</sup>	96
Mur en béton renforcé	ml	-

#### 2.2.3.4 Trois Mangots à Plaisance (Centre ville) (5.8 kms)

Cette route passe par plusieurs localités : Trois mangots, Carrefour-chat, Biston, K-laville, Geffrard, Morne Mardi-gras, Libeau, Source Cresson et Centre-Ville. Elle permet de relier au moins 8 écoles dont deux écoles publiques, un lycée national et un collège, au marché et au centre de Santé Léopold Guillaume. Le long de cette route se trouve également un captage. C'est une zone agricole qui produit du maïs, pois, riz, banane, patate, manioc, haricots, igname et où on pratique l'élevage de cabris, mouton, porc, bœuf, cheval, mulet, âne et volailles. Les habitants estiment la durée du transport à deux heures à pied entre 15 à 30 minutes en véhicule.

Le budget estimé est de 206 400 USD. Le **Tableau 7** ci-dessous présente le détail des travaux sur ce tronçon.

**Tableau 7: Détail des travaux sur le tronçon Trois Mangots à Plaisance**

Travaux	Unité	Quantité
Dalot 1 cellule h=1,5m Largeur = 4m	Unité	1
Dalot 2 cellules largeur n4m	Unité	1
Ponceau	Unité	0
Ponceau double	Unité	2
Premix	m <sup>2</sup>	6,800
Murs en maçonnerie	m <sup>3</sup>	496
Drainage maçonnée	ml	1,650
Cassis + béton	m <sup>3</sup>	34
Cunettes (variées)	Unité	6
Gabionnage	m <sup>3</sup>	0
Mur en béton renforcé	ml	-

#### 2.2.3.5 Côte de Fer à Fonds des Blancs (10.5 Km)

Cette route se situe sur la route de fonds de blancs, qui permet d'aller vers l'hôpital de la Côte de Fer, ou d'Aquin ou à l'extrémité du carrefour 44. C'est à ce jour la meilleure route pour accéder à l'Hôpital Saint Boniface. Il y a aussi deux gros captages d'eau de la DINEPA dans la zone de la Baleine. C'est une zone très peuplée et très cultivée. Comme c'est une route très fréquentée, les motos ont fait une bande de béton pour emmener les gens à l'hôpital, le plus rapidement possible.

Le budget estimé est de 425 000 USD. Le **Tableau 8** ci-dessous présente le détail des travaux sur ce tronçon.

**Tableau 8: Détail des travaux sur le tronçon Côte de Fer à Fonds des Blancs**

Travaux	Unité	Quantité
Dalot 1 cellule h=1,5m Largeur = 4m	Unité	-
Dalot 2 cellules largeur n4m	Unité	-
Ponceau	Unité	-
Ponceau double	Unité	-
Premix	m <sup>2</sup>	900
Murs en maçonnerie	m <sup>3</sup>	36
Drainage maçonnée	ml	-
Cassis + béton	m <sup>3</sup>	144
Cunettes (variées)	Unité	2
Gabionnage	m <sup>3</sup>	231
Mur en béton renforcé	ml	-

## CADRE JURIDIQUE ET REGLEMENTAIRE

### 3.1 CADRE JURIDIQUE ET REGLEMENTAIRE ENVIRONNEMENTAL

#### 3.1.1 La Constitution de Mars 1987 en matière d'environnement

La Constitution de Mars 1987, en son Article 253, stipule que l'environnement étant le cadre naturel de vie de la population, les pratiques susceptibles de perturber l'équilibre écologique sont formellement interdites. La Constitution de 1987 contient des dispositions qui énoncent les obligations gouvernementales en matière de protection de l'environnement et des ressources naturelles de l'État. Cette Constitution stipule que l'État doit organiser la valorisation des sites naturels et en assurer la protection (art. 254). Pour protéger les réserves forestières et étendre le couvert forestier, l'État doit promouvoir le développement des énergies propres : solaire, éolienne et autres (art. 255). Dans le cadre de la protection de l'environnement, l'État est tenu de créer et d'entretenir des jardins botaniques et zoologiques sur certains points du territoire (art. 256). La loi spécifie les exigences en matière de protection de la flore et de la faune et sanctionne les personnes qui enfreignent la loi (art 257).

#### 3.1.2 Décret portant sur la Gestion de l'environnement et de régulation de la conduite des citoyens et citoyennes pour un développement durable (26 janvier 2006)

Le Décret portant sur la gestion de l'Environnement et de Régulation de la Conduite des Citoyens et Citoyennes pour le Développement Durable (du 26 janvier 2006), est l'instrument légal de gestion de l'environnement qui définit la politique nationale de gestion environnementale en Haïti. Ce décret a été approuvé par le gouvernement provisoire (novembre 2005) et publié au Journal officiel de l'État haïtien, Le Moniteur, le 26 janvier 2006 (161<sup>ème</sup> année, numéro 11). Il contient les éléments suivants : planification de l'environnement (chapitre 2, art 29.4, 29.5), aménagement du territoire (chapitre 3, section relative à la réglementation commune: art 33.b, art 34; section 4 relative à la protection du patrimoine naturel et culturel: art 43-art 47), Aires protégées (chapitre 3: en fait, il devrait s'agir du chapitre 4: art 48 - art 55), de l'évaluation environnementale (art 56 - art 61), de la surveillance de l'environnement (chapitre 5: art 62 - art 67), de l'éducation à l'environnement (chapitre 6). : art 74 - art 76), Fonds pour l'environnement (chapitre 7: art 77 - art 79), recherche technique et scientifique (chapitre 9: art 87 - art 88), Normes communes (Titre 4 et chapitre 1: art 89 - art 93 ), Sols et écosystèmes terrestres (Titre 4 et Chapitre 2: art 94 - art 105), Fossiles et ressources minérales (Titre 4 et Chapitre 3: art 106), Eaux continentales (Titre 4 et Chapitre 4 art. 110, 111, 112, 115, 116, 117.6, 121), Eaux marines et ressources associées (titre 4 et chapitre 4 et chapitre 5 art 126 - art 132). Il contient également un chapitre spécifique consacré à la diversité biologique (art. 135 à 139). L'article 136 stipule que: Les autorités du pays doivent veiller à la conservation de la diversité biologique in situ et ex situ.

Ce Décret cite entre autres les différents instruments permettant de faciliter la gestion de l'environnement. Le Chapitre IV du décret porte sur l'évaluation environnementale et stipule que « les politiques, plans, programme, projets ou activités susceptibles d'avoir un impact

sur l'environnement doivent obligatoirement faire l'objet d'une évaluation environnementale à charge de l'institution concernée ». Il est également précisé que le processus d'évaluation environnementale couvre l'Étude d'impact environnementale (EIE), la déclaration d'impact environnemental, le permis environnemental et les audits environnementaux. La liste des projets et activités devant faire l'objet d'évaluation environnementale ainsi que les normes et procédures relatives à la mise en route des EIE sont établies par voie réglementaire à la charge du Ministre de l'Environnement. La non-objection environnementale est délivrée par le Ministère de l'Environnement pour les projets et activités qui requièrent une évaluation environnementale.

### 3.1.3 Autres législations et normes environnementales applicables au Projet

En l'absence de nouveaux codes et de Décrets et Arrêtés d'application, dans le domaine de l'environnement et de la gestion des ressources naturelles, c'est encore le Code Rural François Duvalier qui jusqu'à présent régit la plupart des composantes sectorielles du pays (eau, forêt, sols, etc.). Cependant différents projets de Code sont en cours d'élaboration tels que le Projet de Code Forestier (1985) et le Projet de Code d'hygiène du milieu (1986 et 1993).

Il existe d'autres normes :

- Normes et règlement des sols et des écosystèmes terrestres : Le Décret du 26 janvier 2006 a également fixé des normes dans divers domaines. Tout site (mine, carrière, dépôt ou décharge) ayant fait l'objet d'une exploitation par extraction, déversement ou enfouissement doit être remis en état. Cette remise en état est à la charge de l'exploitant et se fait selon les conditions fixées par les autorités compétentes.
- Normes spéciales pour la protection des sols forestiers et des forêts naturelles. Les zones de forêts naturelles, qu'elles soient publiques ou privées, constituent un patrimoine national, qui doit être géré en tenant compte de leur fonction particulière d'habitat pour des espèces végétales et animales endémiques ou migratrices en sus des autres fonctions écologiques ou économiques assumées par les forêts en général.
- Normes et procédures d'abattage d'arbres : Le décret du 7 Juillet 1987 réglementant l'utilisation du bois énergie en Haïti réglemente la coupe et l'utilisation du bois à des fins énergétiques et de construction y compris le renouvellement de la ressource. On y retrouve d'importantes considérations, notamment en ce qui concerne le délai de mise en application qui constitue la plus importante disposition.
- Normes sur les ressources minérales et fossiles : L'exploration et l'exploitation des ressources minérales sont soumises à l'obtention d'une concession. Cette concession est conditionnée à la non-objection du Ministère de l'Environnement dans le cadre du processus d'évaluation environnementale.
- Normes sur l'air : Toute pollution de l'air au-delà des normes fixées par les lois et règlements est interdite. Les normes relatives à la qualité de l'air sont définies par le Ministère de l'Environnement.



- Normes sur la pêche : Le décret du 27 octobre 1978 sur l'Exercice du Droit de Pêche en Haïti (Moniteur N° 81). Si l'on excepte le Décret du 15 février 1965 accordant à l'État le monopole de l'importation et de l'exportation des produits de pêche et le code rural de François Duvalier, la législation des pêches en vigueur repose toujours sur le décret du 27 octobre 1978 (un décret présidentiel) réglementant l'Exercice du Droit de Pêche en Haïti.

Plusieurs actes régissent ce secteur. Les plus importants sont listés ci-dessous :

- Arrêté du 12 avril 1919 sur les règlements sanitaires
- Loi établissant des règles spéciales relatives à l'habitation et à l'aménagement des villes et des campagnes, en vue de développer l'urbanisme
- Loi N XV du Code rural François Duvalier sur l'hygiène rurale
- Décret du 3 mars 1981 créant une loi-cadre régissant la gestion et l'élimination des déchets et prévoyant en même temps les sanctions appropriées
- Décret du 3 mars 1981 créant un organisme public dénommé : « Service Métropolitain de Collecte de Résidus Solides » (SMCRS)
- Arrêté présidentiel du 21 avril 1983 déclarant une portion de terrain située à l'habitation Truitier, section rurale des Varreux en la commune de Delmas zone de traitement et de mise en décharge des déchets collectés dans la zone métropolitaine et des environs immédiats
- Arrêté du 21 avril 1983 délimitant la zone d'intervention du Service Métropolitain de Collecte des Résidus Solides (SMCRS)
- Décret du 22 octobre 1982 adaptant la législation communale à la Constitution en vigueur
- Loi portant organisation de la Collectivité Territoriale de Section Communale
- Décret du 19 octobre 2005 sur la gestion de l'environnement
- Décret de 2006 définissant le cadre général de la Décentralisation, les principes de fonctionnement et d'organisation des collectivités territoriales haïtiennes
- Décret de 2006 sur le fonctionnement et l'organisation des Communes
- Loi du 21 Septembre 2017 portant Création, Organisation et Fonctionnement du Service National de Gestion de Résidus Solides (SNGRS)

## **3.2 CADRE JURIDIQUE ET REGLEMENTAIRE SOCIAL**

### **3.2.1 La Constitution d'Haïti en matière d'aspects sociaux**

Dans le domaine social, la constitution de 1987 comprend les articles suivants :

- Article 22: L'État reconnaît le droit de tout citoyen à un logement décent, à l'éducation, à l'alimentation et à la sécurité sociale.

- Article 35: La liberté du travail est garantie. Tout citoyen a pour obligation de se consacrer à un travail de son choix en vue de subvenir à ses besoins et à ceux de sa famille, de coopérer avec l'État à l'établissement d'un système de sécurité sociale.
- Article 35.1: Tout employé d'une institution privée ou publique a droit à un juste salaire, au repos, au congé annuel payé et à un bonus.
- Article 35.2: L'État garantit au travailleur, l'égalité des conditions de travail et de salaire quel que soit son sexe, ses croyances, ses opinions et son statut matrimonial.
- Article 35.3: La liberté syndicale est garantie. Tout travailleur/travailleuse des secteurs privé et public peut adhérer au Syndicat de ses activités professionnelles pour la défense exclusivement de ses intérêts de travail.
- Article 35.4: Le syndicat est essentiellement apolitique, à but non lucratif et non confessionnel. Nul ne peut être contraint d'y adhérer.

### 3.2.2 La législation foncière nationale

Le Décret du 22 septembre 1964 (Moniteur du jeudi 24 septembre 1964) divise en ses Articles 1 et 2, le Domaine National en Domaine Public et Domaine Privé de l'État. Le Domaine Public est inaliénable et imprescriptible. Il consiste dans toutes les choses qui, sans appartenir à personne, sont, par une jouissance en commun, affectées au Service de la Société en général. La manière de jouir du Domaine Privé est soumise à des lois spéciales et aux règlements particuliers de police. Les changements de destination susceptibles de transformer des parties du Domaine Public doivent être autorisés par une loi. L'expropriation pour cause d'utilité publique peut avoir lieu moyennant le paiement ou la consignation ordonnée par justice aux ordres de qui de droit, d'une juste et préalable indemnité fixée à dire d'expert.

### 3.2.3 Les procédures nationales de compensation

En Haïti, c'est à la Direction Générale des Impôts (DGI) que revient la tâche de piloter les procédures d'évaluation et de compensation des terres et autres structures situées au niveau des emprises des projets. La procédure commence par une « Déclaration d'Utilité Publique », où l'État Haïtien demande aux détenteurs de propriétés de déposer leur titre au niveau de la DGI.

La DGI procède ensuite à l'analyse des titres pour vérifier l'origine de la propriété, voir si elle est fondée, ensuite contact est pris avec le propriétaire si le titre est conforme. Une Commission d'évaluation est créée pour procéder à une évaluation du bien en entrant en contact avec les Notaires pour se renseigner sur les prix et tarifs en cours au niveau de la zone concernée. En ce qui concerne les « réguliers » l'indemnisation se fait sur la base des prix réels et actualisés, en concertation avec le propriétaire qui peut saisir les juridictions en cas de non-entente. En cas de recours, l'État dépose le montant proposé par la Commission à la Caisse des Dépôts et Consignations jusqu'à ce qu'une entente soit trouvée ou à ce que décision de justice soit prise à laquelle les Partis doivent se conformer.

En principe les personnes sans titre ne peuvent bénéficier de compensations. Cependant l'Etat Haïtien « par souci humanitaire » a eu à effectuer des compenser à des personnes sans titre (« des irréguliers » lors de l'installation de certains projet (Usine de production d'électricité ou construction de routes).

Toutefois les compensations ne concernent que les structures ou immeubles, mais pas la terre. En ce qui concerne les cas de remboursement sur les productions agricoles de champs situés sur les axes routiers c'est « le principe du prix de la marmite » qui a été appliqué en tenant compte de la zone.

La réhabilitation de la route, dans le cadre de la présente opération, ne demande pas la construction d'une nouvelle route, ni l'acquisition permanente de terres. Il est toutefois prévu des déviations temporaires dont l'atténuation passera notamment par des compensations.

### **3.2.4 La Loi sur le Code d'Investissement de 2002**

La Loi sur le Code d'Investissement, modifiant le Décret du 30 octobre 1989 relatif au Code d'Investissement, publié au journal officiel Le Moniteur Spécial N0 4 du mardi 26 novembre 2002, prescrit à l'Article 42: « Toute entreprise de production de biens ou de services qui opère dans un secteur déclaré prioritaire pour le développement économique ou qui compte utiliser dans son processus de production de nouvelles techniques ou des sources d'énergie qui aident à la protection ou à la Conservation de l'environnement peut, dans les conditions arrêtées par le Gouvernement, conclure une convention ou un contrat avec l'État haïtien dans la mesure où elle présente les qualifications et les garanties financières suffisantes ».

### **3.2.5 Le Code du Travail**

Le Code du Travail de Mars 1984, objet d'une révision en 2003, a rendu la législation de la République conforme aux normes établies par le Bureau international du Travail (OIT). La conformité aux directives de l'OIT était une condition préalable à la certification en vertu de l'Initiative du Bassin des Caraïbes (CBI), édicté par le Congrès des États-Unis en 1983 :

- Contrat Verbal. Il est reconnu par le code du Travail : Loi No 1, « du contrat individuel de Travail, Ch. 1, formes et conditions du contrat individuel de Travail, article 16
- Les Documents nécessaires pour exercer un emploi sont (i) le livret de travail (chapitre III du Code du Travail, qui précise que les travailleurs/travailleuses internationaux, les personnes exerçant exclusivement des fonctions de direction ou d'administration dans une entreprise en sont dispensées, au même titre que le personnel de maison) et (ii) le Carnet de Santé sur lequel doivent notamment figurer tous les incidents et accidents liés à l'activité exercée (article 481 du code).
- Il est précisé en outre que l'établissement du carnet de santé est à la charge de l'employeur et est établi en liaison avec l'OFTAMA, Office d'Assurance Accident du Travail, Maladie et Maternité.
- Hygiène et Sécurité : Le chapitre V du Code du Travail s'intéresse notamment aux travaux nécessitant l'utilisation de matières toxiques et insalubres (art 438) et générant des déchets (art 439), à l'installation obligatoire d'installations sanitaires sur

les lieux de travail (art 439), aux équipements de protection sur les lieux de travail et notamment les chantiers (art 440) sur les équipements de protection respiratoire (art 441), sur les échafaudages (art 444), sur l'utilisation des engins et machines (art 447 à 449), sur la mise en œuvre des mesures de sécurité préventive par les entreprises (art 451) sur l'obligation de réembauche d'un travailleur/travailleuse accidenté du fait de son travail (art 452-453) sur la proscription des boissons alcoolisées et des stupéfiants (art 455) l'emport et le poids maximal autorisés de manutention, – 80 kg (art 456) sur les dispositions relatives aux logements et repas des personnels (art 458) sur les cantines et leur organisation (art 459) sur la fourniture de produits alimentaires aux travailleurs/travailleuses dans des zones éloignées des services de distribution (art 462) sur les lieux de repos et de récréation (art 460-461) sur le transport des travailleurs/travailleuses aux frais de l'entreprise (art 466) sur l'aide au logement des travailleurs/travailleuses (art 467) sur les équipements anti-incendie (art 468) sur les lieux d'aisance et d'hygiène corporelle (art 469-476) sur le service médical (art 477-480). Sont notamment précisées les dispositions relatives au personnel médical permanent (art 478-479) et à l'équipement de secours (art 480)

- Le Rôle de l'inspection du Travail est précisé dans le titre VI du Code du Travail, Chapitre IV, de l'inspection du Travail.
- Le Règlement des accidents et conflits du travail est traité dans le Code du Travail en son Titre VII, des tribunaux de travail. Sont précisées les dispositions relatives aux accidents du travail (art 488) et aux astreintes auxquelles est soumis l'employeur en cas de non-paiement du salaire dans les conditions prévues par le contrat d'embauche.

Le Guide Pratique du Droit du Travail Haïtien (2016) précise les prescriptions suivantes relatives à l'âge minimum d'admission au travail :

- Les personnes ayant atteint l'âge de 18 ans et en étant en possession de leur pleine capacité civile seront en mesure de conclure un contrat de travail. Les mineurs autorisés par la Direction du Travail sur demande de leurs tuteurs ou personnes responsables et pour des travaux déterminés, compatibles avec leur âge et leurs aptitudes, et ne portant point atteinte à leurs obligations scolaires.
- L'âge minimum pour travailler en Haïti dans les entreprises industrielles, agricoles ou commerciales est de 15 ans.
- Tout employeur a l'obligation d'avoir un document d'identification légal avec une photo mentionnant l'âge des employés.
- Les mineurs âgés entre 15 et 18 ans ne peuvent travailler dans les entreprises que s'ils ont été reconnus aptes à l'emploi auquel ils seront occupés à la suite d'un examen médical et moyennant le respect de certaines conditions :
  - Pas de travaux insalubres, pénibles ou dangereux du point de vue physique ou moral, ni dans les lieux servant les boissons alcoolisées.
  - Pas de travail de nuit

- Pas de travail pendant de longues heures (C182 ; R190)
- Examen médical approfondi jusqu'à 18 ans
- Certificat ou permis d'emploi délivré par la Direction du Travail
- Obligation de l'employeur de tenir un registre comportant les informations sur les mineurs à son service.

### 3.3 CADRE JURIDIQUE ET REGLEMENTAIRE INTERNATIONAL

Outre ces textes législatifs et réglementaires, sur le plan international, Haïti a par ailleurs signé et ratifié des Conventions et Accords internationaux qui l'engagent à une bonne gestion de ses ressources naturelles. Haïti a signé et ratifié environ cinquante conventions internationales sur l'environnement.

Les plus importantes parmi les conventions actuelles sont les suivantes :

- Convention des Nations Unies de 1982 sur le droit de la mer ;
- Convention sur la diversité biologique en 1992 ;
- Convention Cadre des Nations Unies sur les Changements climatiques en 1994
- Convention des Nations Unies sur la lutte contre la Désertification en 1995.

Certaines n'ont pas encore été ratifiées, notamment : la Convention de Carthagène (sur la protection et la mise en valeur de l'environnement marin de la Grande Caraïbe), MARPOL (Convention internationale pour la prévention de la pollution par les navires), la Convention de Bâle sur l'interdiction des mouvements et des rejets transfrontaliers de déchets dangereux, et la Convention sur le commerce international des espèces de la faune et de la flore sauvages menacées d'extinction (CITES).

#### 3.3.1 Traités internationaux et conventions

La République d'Haïti a ratifié plusieurs conventions régionales et internationales portant sur la protection de l'environnement et des enjeux sociaux. Les conventions les plus importantes sont présentées ci-dessous :

- Convention-Cadre des Nations Unies sur les Changements Climatiques (CCNUCC).
- Convention sur la lutte contre la désertification et la sécheresse.
- Protocole de Développement du Cadre Réglementaire National de Biosécurité.
- Convention de RAMSAR.
- Convention sur la biodiversité.
- Les aires protégées et la biodiversité en Haïti.

#### 3.3.2 Politiques de Sauvegarde Environnementale et Sociale de la Banque mondiale

L'implication de la Banque mondiale dans le financement d'un projet (que ce soit sous forme de don ou de prêt) entraîne une mise en conformité du projet à ses politiques de sauvegarde. À cet effet, la Banque mondiale s'est dotée d'un ensemble de politiques opérationnelles qui

constituent un mécanisme d'intégration des préoccupations environnementales et sociales dans la prise de décision et lors de la mise en œuvre et du suivi des projets. Les politiques de sauvegarde sont conçues pour protéger l'environnement et la société contre les effets négatifs potentiels des projets, plans, programmes et politiques.

Ces politiques de sauvegarde environnementale et sociale de la Banque Mondiale comprennent à la fois, les Politiques Opérationnelles (OP) et les Procédures de la Banque (PB). Les politiques de sauvegarde sont conçues pour protéger l'environnement et la société contre les effets négatifs potentiels des projets, plans, programmes et politiques. Les politiques de sauvegarde environnementale et sociale les plus courantes sont :

- OP/BP 4.01 Évaluation Environnementale, y compris la Participation du Public
- OP/BP 4.04 Habitats Naturels
- OP/BP 4.09 Lutte antiparasitaire
- OP/BP 4.10 Populations Autochtones
- OP/BP 4.11 Patrimoine Culturel
- OP/BP 4.12 Réinstallation involontaire des populations
- OP/BP 4.36 Forêts
- OP/BP 4.37 Sécurité des Barrages
- OP/BP 7.50 Projets relatifs aux voies d'Eaux Internationales
- OP/BP 7.60 Projets dans des Zones en litige

A l'échelle du projet, quatre (4) politiques opérationnelles sont applicables :

- OP/BP 4.01 Évaluation Environnementale, y compris la Participation du Public ;
- OP/BP 4.04 Habitats Naturels ;
- OP/BP 4.11 Patrimoine Culturel
- OP/BP 4.12 Réinstallation Involontaire.

Ces quatre (4) politiques opérationnelles sont décrites dans les sections suivantes. Les politiques opérationnelles restantes ne sont pas déclenchées par le Projet.

### 3.3.2.1 Évaluation environnementale (EE) (OP.4.01)

L'EE est un processus qui évalue les risques et les impacts environnementaux potentiels d'un projet dans sa zone d'influence examine les alternatives du projet; identifie les moyens d'améliorer la sélection, l'emplacement, la planification, la conception et la mise en œuvre des projets en prévenant, minimisant, atténuant ou compensant les impacts environnementaux négatifs et en renforçant les impacts positifs; et inclut le processus d'atténuation et de gestion des impacts environnementaux négatifs tout au long de la mise en œuvre du projet. Les mesures préventives par rapport aux mesures d'atténuation ou compensatoires, lorsque cela est réalisable, sont souhaitables.



La Banque classe le projet proposé dans l'une des quatre catégories suivantes, en fonction du type, de l'emplacement, de la sensibilité et de l'ampleur du projet, ainsi que de la nature et de l'ampleur de ses incidences potentielles sur l'environnement.

- **Catégorie A:** Un projet proposé est classé dans la catégorie A s'il est susceptible d'avoir des impacts environnementaux négatifs importants. Ces impacts peuvent toucher une zone plus large que les sites ou installations soumis à des travaux physiques. L'évaluation environnementale d'un projet de catégorie A examine les impacts environnementaux négatifs et positifs potentiels du projet, les compare à ceux de solutions de remplacement réalisables (y compris la situation "sans projet"), et recommande les mesures nécessaires pour prévenir, minimiser, atténuer ou compenser les impacts négatifs et améliorer les performances environnementales.
- **Catégorie B:** un projet proposé est classé dans la catégorie B si ses impacts environnementaux négatifs potentiels sur les populations humaines ou des zones importantes sur le plan environnemental - y compris les zones humides, les forêts, les prairies et autres habitats naturels - sont moins néfastes que ceux de la catégorie A projets. Ces impacts sont spécifiques au site, peu d'entre eux sont irréversibles; et dans la plupart des cas, les mesures d'atténuation peuvent être conçues plus facilement que pour les projets de catégorie A. A l'instar de l'évaluation environnementale de catégorie A, l'EE examine les impacts environnementaux négatifs et positifs potentiels du projet et recommande les mesures nécessaires pour prévenir, minimiser, atténuer ou compenser les impacts négatifs et améliorer les performances environnementales.
- **Catégorie C:** Un projet proposé est classé dans la catégorie C s'il est susceptible d'avoir des effets environnementaux négatifs minimes ou nuls. Au-delà de la sélection, aucune autre évaluation environnementale n'est requise pour un projet de catégorie C.
- **Catégorie FI:** Un projet proposé est classé dans la catégorie FI, s'il implique l'investissement de fonds de la Banque par le biais d'un intermédiaire financier, dans des sous-projets pouvant entraîner des impacts environnementaux négatifs.

Le projet est donc classé dans la catégorie B en termes de risque et une évaluation environnementale OP 4.01 a été développée. Les principaux impacts environnementaux du projet incluent les impacts potentiels sur les sols (par des déversements accidentels de pétrole ou de pétrole), les impacts sur les eaux souterraines et de surface (dans le cas de ponceaux), la pollution atmosphérique et la perte de végétation, entre autres. La plupart de ces impacts peuvent être atténués grâce à des mesures d'atténuation standard. Par conséquent, un plan de gestion environnementale et sociale (PGES).

### 3.3.2.2 [Habitats naturels \(OP.4.04\)](#)

Cette politique opérationnelle n'autorise pas le financement de projets dégradant ou convertissant des habitats naturels. Les sites naturels présentent un intérêt particulier et sont importants pour la préservation de la diversité biologique ou à cause de leurs fonctions

écologiques. Les habitats naturels méritent une attention particulière lors de la réalisation des travaux du projet.

#### 3.3.2.3 Ressources culturelles physiques (OP 4.11)

Cette politique concerne les ressources culturelles physiques, qui sont définies comme des objets mobiliers ou immobiliers, des sites, des structures, des groupes de structures, des caractéristiques naturelles et des paysages ayant une signification archéologique, paléontologique, historique, architecturale, religieuse, esthétique ou autre. Les ressources culturelles physiques peuvent être situées dans des contextes urbains ou ruraux, et peuvent être souterraines ou souterraines, ou sous l'eau. Leur intérêt culturel peut être local, provincial ou national, ou au sein de la communauté internationale.

Le Projet se déroule sur des routes existantes et il n'y a pas de ressources culturelles dans l'emprise. Toutefois, les activités parfois se déroulent à proximité des lieux de culte ou de cimetières, et des accidents pourraient survenir et impacter ces ressources culturelles.

#### 3.3.2.4 Politique de réinstallation involontaire (OP 4.12)

L'objectif de l'OP 4.12 est d'éviter ou de minimiser la réinsertion involontaire là où cela est faisable, en explorant toutes les autres voies alternatives de projets viables. De plus, l'OP 4.12 a l'intention d'apporter l'assistance aux personnes déplacées par l'amélioration de leurs anciennes normes de vie, la capacité à générer les revenus, les niveaux de production, ou tout au moins à les restaurer. L'OP 4.12 encourage la participation communautaire dans la planification et la conduite de la réinsertion et l'octroi de l'assistance aux personnes affectées, indépendamment du statut légal du régime foncier. Cette politique couvre non seulement la réinstallation physique, mais aussi toute perte de terre ou d'autres biens causant la : (i) réinstallation ou perte d'abri; (ii) perte de biens ou de l'accès aux biens; et (iii) perte de sources de revenus ou de moyens d'existence, indépendamment du fait que les personnes affectées doivent rejoindre un autre emplacement.

Les activités vont donner lieu à l'acquisition temporaire de terres agricoles. Ces acquisitions de terres peuvent provoquer des impacts économiques (l'interruption d'activités économiques et la perte éventuelles de revenu (tels que l'impact sur les arbres fruitiers ou les cultures endommagées). En conséquence, la politique de réinstallation involontaire est déclenchée et une procédure transparente et juste sera mise en œuvre pour l'acquisition temporaire de terres et la compensation dans un Plan de Réinstallation (PAR).

#### **3.3.3 Concordances et les discordances entre l'OP 4.01, l'OP 4.12 et la législation nationale haïtienne**

Il y a une bonne conformité entre la législation haïtienne en matière d'étude d'impact environnemental et l'OP 4.01 de la Banque mondiale ; de même qu'avec l'OP 4.12. Toutefois, la législation nationale présente quelques insuffisances en termes de classification des sous-projets. Les **Tableaux 9** et **10** ci-dessous font une analyse de ces provisions :

**Tableau 9 : Analyse comparée des dispositions nationales et de l'OP 4.01**

Titres	Disposition de l'OP 4.01	Législation nationale	Analyse de conformité
<b>Evaluation environnementale et Sociales</b>	L'OP 4.01 est déclenchée si un projet va probablement connaître des risques et des impacts environnementaux potentiels (négatifs) dans sa zone d'influence.	Exigence de soumission d'une EIE pour tout projet ou activité susceptible d'altérer l'environnement	Conformité entre la législation nationale et l'OP 4.01
<b>Examen environnemental préalable</b>	L'OP 4.01 classe les projets comme suit : <input type="checkbox"/> Catégorie A : impact négatif majeur certain <input type="checkbox"/> Catégorie B : impact négatif potentiel <input type="checkbox"/> Catégorie C : impact négatif non significatif.	L'annexe du décret réglementant les EIE est relativement laconique, il indique simplement une nomenclature de secteur d'activités. Un projet de classification est en cours d'élaboration. Le Guide des directives d'EIE établi par le Ministère de l'Environnement (Non encore officiel et en phase d'actualisation par le MDE.) présente un champ d'application par type de projet (infrastructures, développement rural, industriel) et non une catégorisation par impact.	Conformité partielle et complémentarité entre la législation nationale et l'OP 4.01

Titres	Disposition de l'OP 4.01	Législation nationale	Analyse de conformité
<b>Participation publique</b>	L'OP 4.01 dispose que pour tous les projets de Catégorie A et B, les groupes affectés par le projet et les ONG locales sont consultés sur les aspects environnementaux du projet, et tient compte de leurs points de vue. Pour les projets de catégorie A, ces groupes sont consultés au moins à deux reprises : a) peu de temps après l'examen environnemental préalable et avant la finalisation des termes de référence de l'EIE ; et b) une fois établi le projet de rapport d'EIE. Par ailleurs, ces groupes sont consultés tout au long de l'exécution du projet, en tant que de besoin.	La législation nationale dispose d'une procédure de consultation et de participation du public relatives aux EIE. Toutefois, il convient de signaler que les procédures pour la consultation du public sont également en cours d'actualisation.]	Conformité entre la législation nationale et l'OP 4.01
<b>Diffusion d'information</b>	L'OP 4.01 Exige de rendre disponible le projet d'EIE (pour les projets de la catégorie A) ou tout rapport EIE séparé (pour les projets de la catégorie B) dans le pays et dans la langue locale à une place publique accessible aux groupes affectés par le projet et aux ONG locales avant l'évaluation. En plus, la Banque mondiale diffusera les rapports appropriés.	La législation nationale dispose sur la diffusion des informations relatives aux EIE	Conformité entre la législation nationale et l'OP 4.01

**Tableau 10 : Analyse comparée des dispositions nationales et de l'OP 4.12**

Titre	Disposition de l'OP 4.12	Législation nationale	Analyse de conformité
<b>Projet</b>	<p>PO 4.12 par. 4:            Cette politique s'applique à toutes les composantes du projet entraînant une réinstallation involontaire, quelle que soit la source de financement de celui-ci. Elle s'applique également aux autres activités donnant lieu à une réinstallation involontaire, qui, aux yeux de la Banque, sont :</p> <p>a) directement et notoirement en relation avec le projet financé par la Banque ;</p> <p>b) nécessaires pour atteindre les objectifs tels qu'ils ont été fixés dans le document du projet ; et</p> <p>c) réalisées, ou planifiées pour être réalisées, en parallèle avec le projet.</p>	<p>Selon la Constitution du 10 Mars 1987, An 184ème de l'Indépendance. (Section H : de la Propriété), la propriété privée est reconnue et garantie. L'expropriation pour cause d'utilité publique peut avoir lieu moyennant le paiement ou la consignation ordonnée par justice aux ordres de qui de droit, d'une juste et préalable indemnité fixée à dire d'expert</p>	<p>Convergence sur le principe de compensation pour tout déplacement de population</p>
<b>Bénéficiaires, Critères d'éligibilité</b>	<p>PO 4.12, par.15:            Les personnes déplacées peuvent appartenir à l'une des trois catégories suivantes :</p> <p>a) les détenteurs d'un droit formel sur les terres (y compris les droits coutumiers et traditionnels reconnus par la législation du pays) ;</p> <p>b) celles qui n'ont pas de droit formel sur les terres au moment où le recensement commence, mais qui ont des titres fonciers ou autres — sous réserve que de tels titres soient reconnus par les lois du pays ou puissent l'être dans le cadre d'un processus identifié dans le plan de réinstallation; et</p> <p>c) celles qui n'ont ni droit formel ni titres susceptibles d'être reconnus sur les terres qu'elles occupent.</p>	<p>Selon la loi du 18 Septembre 1979, l'expropriation pour cause d'utilité n'est autorisée qu'à des fins d'exécution des travaux d'intérêt général. Constitue une cause essentielle, nécessaire et suffisante en matière d'expropriation forcée, la mission de service public affectant l'immeuble déclaré d'Utilité Publique pour l'exécution desdits travaux."</p>	<p>Conformité entre la législation nationale et l'OP 4.12</p>

Titre	Disposition de l'OP 4.12	Législation nationale	Analyse de conformité
<b>Occupants irréguliers</b>	PO 4.12, par. 16: Les personnes relevant du par.15 c) reçoivent une aide à la réinstallation en lieu et place de la compensation pour les terres qu'elles occupent, et toute autre aide, en tant que de besoin, aux fins d'atteindre les objectifs énoncés dans la présente politique, à la condition qu'elles aient occupé les terres dans la zone du projet avant une date limite fixée.	Seules les personnes, physiques ou morales, pouvant soumettre leurs titres, en tant que légitimes propriétaires des parcelles, fonds et bâtisses, pourront faire valoir leurs droits à compensation.	Il apparaît que les aspects non pris en compte dans la législation nationale ne sont pas en contradiction avec les directives de l'OP 4.12 ; ils relèvent plutôt d'une insuffisance dans la législation nationale. Par conséquent rien n'empêche l'application des directives de l'O.P. 4.12 par les pouvoirs publics haïtien au nom du principe de compatibilité.
<b>Groupes vulnérables</b>	PO 4.12, par. 8: Pour que les objectifs de cette politique soient atteints, on prêtera une attention particulière aux besoins vulnérables aux populations notamment les personnes vivant en deçà du seuil de pauvreté, les travailleurs sans terre, les femmes et les enfants, les populations autochtones, les minorités ethniques et toutes les autres personnes déplacées risquant de ne pas être protégées par la législation nationale relative à la compensation foncière.	La législation haïtienne n'a pas prévu de dispositions spéciales «pour les groupes vulnérables».	Divergence entre OP 4.12 et législation haïtienne.



Titre	Disposition de l'OP 4.12	Législation nationale	Analyse de conformité
<b>Compensation en nature</b>	PO 4.12, par. 11: Les stratégies de réinstallation sur des terres devront être privilégiées en ce qui concerne des populations déplacées dont les moyens d'existence sont tirés de la terre. A chaque fois que des terres de substitution sont proposées, les terrains fournis aux personnes réinstallées doivent afficher une combinaison de potentiel productif, d'avantages géographiques et autres facteurs au moins équivalents aux avantages des terres soustraites.	La législation nationale n'a pas prévue de compensation en nature.	Il y a divergence.
<b>Alternatives de compensation</b>	PO 4.12, par. 11: Si les personnes déplacées choisissent une autre option que l'attribution de terres, ou s'il n'y a pas suffisamment de terres disponibles à un coût raisonnable, il faudra proposer des options non foncières fondées sur des perspectives d'emploi ou de travail indépendant qui s'ajouteront à une indemnisation en espèces pour la terre et autres moyens de production perdus	La législation haïtienne ne prévoit pas, en dehors des indemnisations d'alternatives de compensation.	La politique de la Banque mondiale, en matière d'alternative de compensation notamment celle fondée sur des perspectives d'emploi ou de travail indépendant n'est pas prise en compte par la législation haïtienne. En règle générale, seules les indemnisations sont usitées en Haïti.

Titre	Disposition de l'OP 4.12	Législation nationale	Analyse de conformité
<b>Compensation en espèce</b>	<p>Le paiement en espèce d'une compensation pour perte de biens est acceptable dans les cas où :</p> <p>a) les moyens d'existence étant tirés des ressources foncières, les terres prises par le projet ne représentent qu'une faible fraction de l'actif affecté et le reste de l'actif est économiquement viable ;</p> <p>b) des marchés actifs existent pour les terres, les logements et le travail, les personnes déplacées utilisent de tels marchés et il y a une offre disponible suffisante de terres et d'habitations ; où enfin</p> <p>c) les moyens d'existence ne sont pas fondés sur les ressources foncières.</p> <p>Les niveaux de compensation en espèces devront être suffisants pour financer le remplacement des terrains perdus et autres actifs au coût intégral de remplacement sur les marchés locaux.</p>	<p>Il apparaît que les aspects non pris en compte dans la législation nationale ne sont pas en contradiction avec les directives de l'OP 4.12 ; ils relèvent plutôt d'une insuffisance dans la législation nationale. Par conséquent rien n'empêche l'application des directives de l'O.P. 4.12 par les pouvoirs publics haïtien au nom du principe de compatibilité. Pour ce qui est de la Banque mondiale, là où il y a une divergence entre l'OP 4.12 et la législation haïtienne, c'est l'OP 4.12 qui aura prévalence et ses principes qui seront appliqués dans l'optique de fournir une meilleure assistance aux PAP.</p>	Convergence

Titre	Disposition de l'OP 4.12	Législation nationale	Analyse de conformité
<b>Délais pour les compensations</b>	PO 4.12, par. 10: La mise en œuvre des activités de réinstallation est connexe à l'exécution de la composante investissement du projet pour faire en sorte que le déplacement ou la restriction d'accès n'intervient pas avant que les mesures nécessaires à la réinstallation soient en place. En ce qui concerne les impacts relevant du par. 3 a) de cette politique, ces mesures incluent la fourniture, avant que le déplacement n'intervienne, d'une compensation et des autres formes d'assistance requises pour la relocalisation, ainsi que la préparation et l'attribution de terrains de réinstallation assortis des équipements appropriés, là où cela est requis. La prise des terres et des biens qui lui sont attachés, notamment, ne peut se faire qu'après le versement de l'indemnisation et, là où cela s'applique, la fourniture aux personnes déplacées de terrains de réinstallation et d'indemnités de déplacement.	Les textes prévoient une juste et préalable indemnité avant la prise en possession du terrain concerné par l'expropriation. Le déplacement ne peut donc intervenir qu'après le paiement ou la consignation des sommes dues.	La politique de la Banque mondiale et la législation haïtienne poursuivent les mêmes objectifs, en ce qui concerne les délais pour les compensations. Les indemnités doivent être versées avant tout déplacement.
<b>Consultations</b>	PO 4.12 par. 2 b: Les populations déplacées devront être consultées de manière constructive et avoir la possibilité de participer à la planification et à la mise en œuvre des programmes de réinstallation.	La loi prévoit la consultation des personnes concernées.	Le processus participatif voulu par la Banque mondiale nécessite la saisine directe des intéressés dès le début et ils participeront à toutes les étapes de la procédure.

En dépit du fait que le projet vise le développement social et économique des populations concernées, des impacts sociaux négatifs potentiels liés à la mise en œuvre seront enregistrés. Ces impacts concerneront des pertes de terres temporaires, de restriction d'accès aux ressources naturelles, de perturbation d'activités économiques. Les personnes qui seront touchées par ces impacts, autrement appelées Personnes Affectées par le Projet (PAP) seront des marchands/es des divers marchés, des propriétaires de terres (avec ou sans titres légaux), des agriculteurs ou propriétaires d'activités économiques.

Dans ce cadre, un Plan Succint de Réinstallation (PSR) sera préparé. Le PSR définit les procédures et mesures qui seront prises et suivies par l'UNOPS en vue d'atténuer les effets négatifs, de compenser les pertes et de procurer des avantages en termes de développement aux personnes et communautés affectées par la construction des ouvrages.

Les principes directeurs stipulent que le moins de personnes possibles soient affectées par les travaux, et que celles qui le seront soient éligibles à une compensation afin d'atténuer les répercussions négatives du projet sur les populations concernées. La compensation doit se faire en fonction de l'étendue de l'impact occasionné et en prenant en compte les besoins particuliers éventuels des populations vulnérables.

Dans le cadre de ce projet, des compensations doivent être proposées aux PAP, notamment une compensation en espèce. Les barèmes de compensation établis par le MTPTC seront appliqués dans le calcul des compensations.

Le succès du processus dépend grandement des consultations, de la participation et la compréhension de tous les acteurs impliqués. Le Conseil d'Administration de la Section Communale (CASEC) des communautés concernées peut jouer un rôle important dans la participation des PAP dans les activités du projet les concernant.

En cas de litiges, le mécanisme de plaintes mise en place par le projet sera utilisé.

## IMPACTS ENVIRONNEMENTAUX ET SOCIAUX POTENTIELS

Les composantes environnementales et sociales ainsi que les impacts potentiels du projet sont désagrégées ci-après en trois (3) phases majeures, à savoir : (i) phase des travaux de construction des routes, (ii) phase de démobilisation (retrait de chantier), et (iii) phase d'exploitation des routes.

L'évaluation de la portée des impacts environnementaux et sociaux potentiels des travaux consiste à analyser les divers paramètres et enjeux associés aux interventions à l'aide d'un certain nombre de critères spécifiques. Les critères d'évaluation ainsi que les paramètres et enjeux associés aux travaux sont présentés dans le **Tableau 11** ci-après.

**Tableau 11. Description des caractéristiques utilisées pour décrire les impacts**

Caractéristiques	Description de l'impact	Évaluation de l'impact
<b>Effet</b>	Type d'effet engendré / désirable ou indésirable	Positif – Négatif
<b>Importance</b>	Sévérité ou intensité / degré de changement mesuré	Faible – Modérée – Élevée
<b>Réversibilité</b>	Possibilité de défaire un impact ou annuler ses conséquences sur le milieu naturel et/ou humain	Réversible – Irréversible
<b>Apparition</b>	Délai d'apparition de l'impact au cours de la phase d'intervention concernée par ledit impact	Immédiate – Moyen terme – Long terme – Latente
<b>Occurrence</b>	Probabilité d'occurrence / possibilité ou chance qu'un impact survienne	Certaine – Probable – Improbable
<b>Évitement</b>	Possibilité d'éviter à ce que l'impact survienne	Évitable – Inévitable

Les tableaux ci-après présentent les composantes environnementales et sociales qui seront impactées par les travaux, incluant les impacts associés à chacune des phases respectives et la portée de ces impacts à la lumière des critères d'évaluation présentés ci-dessus respectivement durant les différentes phases.

**Tableau 12. Composantes et portées des impacts environnementaux et sociaux durant la phase des travaux**

Composantes	Impacts potentiels	Importance	Effet	Réversibilité	Apparition	Occurrence	Évitement
<b>Moyen de subsistance</b>	Certains riverains en âge de travailler auront la possibilité de gagner un peu de revenu grâce aux opportunités d'emploi qui seront créées pour les besoins des chantiers. D'autres activités économiques indirectes comme la vente de boissons et de nourritures seront renforcées grâce à la création de revenu pour les travailleurs du projet.	Modérée	Positif	Réversible	Immédiate	Certaine	Évitable
<b>Santé et sécurité au travail</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• <b>Air</b> : Exposition au risque pour la santé au travail (<i>infections respiratoires et maladies</i>), en particulier pour le personnel qui transporte les équipements sur le site du projet.</li> <li>• <b>Cours d'eau</b> : Risque noyade possible pour le personnel travaillant à proximité des cours d'eau.</li> <li>• <b>Animaux sauvages</b> : Risque de dangers biologiques tels que les serpents et les scorpions lors des activités de défrichage.</li> <li>• <b>Risques d'accidents au travail</b> : Risque de blessures et d'accidents divers liés aux travaux (blessures nécessitant des premiers secours, nécessitant des traitements médicaux, blessures graves pouvant entraîner des incapacités, ou accidents pouvant causer la mort.</li> </ul>	Modérée	Négatif	Réversible	Immédiate	Probable	Évitable
<b>Acquisition de terres</b>	L'acquisition de terres pour créer des déviations temporaires	Modérée	Négatif	Réversible	Moyen Terme	Certaine	Inévitable
<b>Qualité de l'air</b>	Augmentation des poussières fugitives pendant le mouvement des véhicules	Modérée	Négatif	Réversible	Moyen Terme	Certaine	Inévitable



	Des maladies respiratoires sont susceptibles de se produire, en raison de la contamination de l'air par les gaz d'échappement et la poussière résultant de travaux	Modérée	Négatif	Réversible	Moyen Terme	Probable	Évitable
	Des émissions de monoxyde de carbone des systèmes moteurs pendant les travaux de réhabilitation	Mineure	Négatif	Réversible	Moyen Terme	Certaine	Inévitable
<b>Sols et érosions</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Une canalisation inadéquate de l'eau utilisée pendant la réfection des routes peut accroître l'érosion actuelle des routes, ce qui est déjà un problème majeur auquel sont confrontées la plupart des routes.</li> <li>• Fuites ou déversement d'hydrocarbures pouvant contaminer le sol</li> <li>• Le défrichage de la végétation pourrait exacerber le risque d'érosion et de compactage des sols</li> </ul>	Modérée	Négatif	Réversible	Moyen Terme	Probable	Évitable
<b>Formation de bancs d'emprunt</b>	Les travaux de réfection des routes mèneront à la création de bancs d'emprunt (laterite, agrégats) qui, à leur tour, peuvent générer d'autres conditions dangereuses pour l'environnements s'ils sont mal gérés.	Majeure	Négatif	Réversible	Moyen Terme	Certaine	Évitable
<b>Biodiversité</b>	Impact sur la flore et la faune, notamment les écosystèmes, les habitats et les espèces de conservation.	Modérée	Négatif	Réversible	Moyen Terme	Certaine	Évitable
<b>Déchets</b>	La Phase de travaux augmentera les quantités de déchets de construction générés sur le site.	Modérée	Négatif	Réversible	Moyen Terme	Certaine	Évitable
	Pollution possible de l'eau de surface par des déversements d'huile ou lubrifiants, batteries, acide et gaz	Modérée	Négatif	Réversible	Moyen Terme	Probable	Évitable
<b>Vulnérabilité aux dangers naturels</b>	Lorsque les routes du projet traversent un terrain escarpé avec de pentes abruptes de l'un ou	Mineure	Négatif	Réversible	Moyen Terme	Probable	Évitable

	l'autre côté de la route, les vibrations des engins de construction peuvent déclencher des ruptures de route ou des glissades sur des routes déjà effondrées.						
<b>Bruit</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Le niveau de bruit peut dépasser le niveau de bruit permis en raison des machines lourdes pendant la Phase de travaux.</li> <li>La mobilisation des équipements pourrait entraîner une augmentation du niveau de bruit, au-dessus des niveaux permis.</li> </ul>	Modérée	Négatif	Réversible	Moyen Terme	Certaine	Evitable
<b>Qualité de l'eau</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Les déversements accidentels de produits chimiques et de carburants provenant de l'exploitation et de l'entretien des véhicules et de l'équipement de construction auront des répercussions négatives sur la qualité des eaux souterraines et des eaux de surface.</li> <li>Les activités du projet peuvent affecter les conditions d'assainissement, augmenter les chances de stagnation de l'eau, ce qui peut entraîner des maladies d'origine hydrique.</li> <li>Les déversements accidentels possibles et rejet de ciments et d'autres matériaux de construction dans l'eau de surface pendant la construction de ponts et de ponceaux, ce qui entraînera une contamination des eaux.</li> <li>Le défrichement de la végétation pourrait intensifier le ruissellement des sédiments dans les cours d'eau</li> </ul>	Majeure	Négatif	Réversible	Moyen Terme	Probable	Evitable
<b>Circulation et mobilité des riverains et usagers de la route</b>	Il est prévu qu'il y aura une légère augmentation du trafic, en raison du mouvement des équipements et des matériaux.	Modérée	Négatif	Réversible	Moyen Terme	Certaine	Inévitable
	Ralentissement du trafic durant les travaux	Mineure	Négatif	Réversible	Moyen Terme	Certaine	Inévitable

<b>Griefs</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Les griefs des personnes touchées par le projet (PAP) seront un événement probable. Des griefs à la suite de la négligence des entrepreneurs dans l'utilisation de la main-d'œuvre des communautés d'accueil</li> <li>• Griefs : Les causes possibles des griefs comprennent :</li> <li>• Impacts négatifs sur la dynamique de la communauté d'accueil</li> <li>• La violence basée sur le genre, y compris le harcèlement sexuel, la maltraitance et l'exploitation des enfants</li> <li>• Risque accru de maladies transmissibles (y compris les IST et le VIH/sida)</li> <li>• Pas d'adhésion aux cultures et traditions communautaires par les externes et les entrepreneurs</li> </ul>	Majeure	Négatif	Réversible	Long Terme	Probable	Evitable
<b>Ressources culturelles physiques</b>	Intrusion sur des terres sacrées ou les sites culturels importants	Majeure	Négatif	Réversible	Immédiate	Improbable	Evitable
<b>Assainissement and Hygiène</b>	Augmentation de problèmes d'assainissement lorsque les travailleurs du projet défèquent aveuglement dans la nature le long des routes en travaux.	Majeure	Négatif	Réversible	Moyen Terme	Probable	Evitable
<b>Santé et sécurité des communautés</b>	<b>Accidents</b> : Les accidents impliquant des véhicules ou des piétons sont susceptibles de se produire pendant le déplacement des véhicules et de l'équipement vers les sites de travail, car les rues communautaires sont petites. Les accidents peuvent également être causés par les mauvaises pratiques en matière de santé et sécurité au travail.	Majeure	Négatif	Irréversible	Moyen Terme	Probable	Evitable

	<b>Le VIH-SIDA et la Covid-19</b> : Risque de transmission des infections sexuellement transmissibles, le VIH-SIDA et la Covid-19 pendant la mise en œuvre du projet	Modérée	Négatif	Irréversible	Long Terme	Probable	Evitable
--	--	---------	---------	--------------	------------	----------	----------

**Tableau 13. Composantes et portées des impacts environnementaux et sociaux durant la phase de demobilisation**

Composantes	Impacts potentiels	Importance	Effet	Réversibilité	Apparition	Occurrence	Évitement
<b>Qualité de l'air</b>	Augmentation de la production de poussière à la suite des activités de démobilisation	Mineure	Négatif	Réversible	Immédiate	Certaine	Évitable
<b>Déchets</b>	Production de déchets solides à la suite d'activités de démobilisation	Mineure	Négatif	Réversible	Immédiate	Certaine	Évitable
<b>Santé et sécurité au travail</b>	Risques de blessures et de coupures pendant la démobilisation et l'enlèvement de tous les matériaux et équipements utilisés pendant la construction.	Mineure	Négatif	Réversible	Immédiate	Probable	Évitable

**Tableau 14. Composantes et portées des impacts environnementaux et sociaux durant la phase de d'exploitation**

Composantes	Impacts potentiels	Importance	Effet	Réversibilité	Apparition	Occurrence	Évitement
<b>Qualité de l'air</b>	L'augmentation des mouvements des véhicules entraînera une augmentation de la pollution atmosphérique causée par les gaz d'échappement et la poussière	Modérée	Négatif	Réversible	Long Terme	Certaine	Inévitable
<b>Sécurité des usagers</b>	Les communautés rurales peuvent devenir plus exposées aux personnes et aux activités de l'extérieur de leurs communautés, y compris les criminels, les voleurs à main armée, les ravisseurs, etc.	Mineure	Négatif	Réversible	Immédiate	Probable	Évitable
<b>Accidents</b>	Les accidents impliquant des véhicules ou des piétons sont susceptibles de se produire en raison de conducteurs dépassant les limites de vitesse et faisant preuve de négligence, particulièrement sur les routes communautaires qui sont petites	Modérée	Négatif	Réversible	Immédiate	Probable	Évitable

## ANALYSE DES VARIANTES ET OPTIONS DE MISE EN ŒUVRE

Différentes variantes et options de mise en œuvre ont été évaluées et envisagées pour le projet.

### 5.1 VARIANTES

Les variantes envisagées dans le cadre du projet sont énumérées comme suit :

- Variante « Sans Projet »
- Promotion et utilisation de modes de déplacement alternatifs
- Construction de nouvelles routes
- Priorisation de tronçons (alignements alternatifs)

#### 5.1.1 Variante « Sans Projet »

La variante « Sans Projet », tout comme l'option « Pas de développement de projet » constitue des scénarios dans lequel le projet d'intervention routière n'est pas exécuté. Avec ces scénarios, les difficultés que rencontrent actuellement les populations pour leurs déplacements ne seraient pas résolues. Les conséquences sur l'économie, la santé, la sécurité, l'éducation, et le bien-être continueraient à persister. Ce scénario est donc inapproprié, car il empêcherait d'atteindre les objectifs de développement du PARR et les besoins croissants d'Haïti en matière de transport et de mobilité des personnes.

#### 5.1.2 Promotion et utilisation de modes de déplacement alternatifs

D'autres modes de transport efficace des personnes et des biens comprennent le transport aérien, ferroviaire, maritime et/ou fluvial. Toutefois, en ce qui concerne la circulation dans la microrégion, la seule alternative réaliste reste le transport routier (voitures, camions, motos). Les autres modes de déplacement ne sont pas considérés comme des alternatives efficaces.

#### 5.1.3 Construction de nouvelles routes

L'indice d'accessibilité rurale pour la microrégion est très faible, pouvant descendre jusqu'à 0%, pour les sections rurales de ces communes. Les routes à l'étude dans ce projet existent déjà, cependant, en raison de la détérioration des conditions, au fil du temps, il y a une demande croissante pour la réhabilitation et l'amélioration de l'utilité véhiculaire de ces routes rurales. Compte tenu des échéanciers disponibles pour la réalisation des objectifs du projet, l'évaluation holistique est que la construction de routes entièrement nouvelles, par opposition à la remise en état des routes existantes, attirerait des coûts d'intervention beaucoup plus élevés, qui nécessiteront sans aucun doute plus de matériaux et, à long terme, prendraient plus de temps avant que les collectivités puissent profiter des avantages du projet. Ainsi, l'option de construire des routes entièrement nouvelles n'est pas réalisable, à cet égard.

#### 5.1.4 Priorisation de tronçons

Au vu de tout ce qui précède, il est donc recommandé que les interventions soient sur la réhabilitation des routes déjà existantes, comme prévu par le projet. Pour cela, plusieurs tronçons sont potentiellement concernés par les interventions. Il s'agit des tronçons définis par les communautés bénéficiaires elles-mêmes. Des critères techniques, financiers, environnementaux et sociaux ont été définis pour déterminer la priorité de ces tronçons les uns par rapport aux autres. Cet exercice de priorisation sera décrit plus en détails dans la Section 3.3.1.

### 5.2 OPTIONS DE MISE EN OEUVRE

Les options de mise en œuvre envisagées dans le cadre du projet sont énumérées comme suit :

- Pas de mise en œuvre du projet
- Mise en œuvre retardée du projet
- Mise en œuvre immédiate du projet

#### 5.2.1 Option « Pas de mise en œuvre du Projet »

Comme pour la variante « Sans Projet », l'option « Pas de mise en œuvre du Projet » suppose que le statu quo est maintenu sans qu'il y ait d'aménagement des travaux d'intervention routière proposés. En fin de compte, l'adoption de cette option impliquera que les avantages envisagés tels que les avantages socioéconomiques et sanitaires du projet ne seront pas réalisés. Cette option n'est donc pas appropriée au motif que les routes rurales sont une nécessité pour le transport de personnes, de marchandises et la croissance socio-économique.

#### 5.2.2 Mise en œuvre retardée du Projet

Cette option implique que le projet d'intervention routière prévu sera reporté à une date beaucoup plus tardive. L'adoption de cette option signifie qu'il y a de fortes chances que la population de la zone du projet continue d'augmenter, avec une demande croissante par rapport aux infrastructures routières pour desservir la population. L'accessibilité limitée aux zones rurales continuerait de remettre en question le développement socio-économique de la région. En outre, ce retard pourrait également entraîner une augmentation inutile du coût du projet d'intervention à l'avenir, en particulier compte tenu de l'impact des forces inflationnistes sur les prix des matériaux. Il existe d'ores et déjà un calendrier établi par les partenaires administratifs et financiers du Projet pour son financement et sa mise en œuvre. Pour ces raisons, l'option de mise en œuvre retardée sera rejetée.

#### 5.2.3 Mise en œuvre immédiate du Projet

Cette option implique que le projet se fera comme prévu. Cette option assurera la remise en état des routes d'accès rurales, en mobilisant tous les matériaux, installations et équipements nécessaires à l'exécution des travaux d'intervention. Cela améliorerait essentiellement les conditions de transport et permettrait un accès durable à la population



rurale. Par conséquent, les communautés rurales de ces régions commenceront à profiter des avantages environnementaux, sociaux, économiques et sanitaires de ce projet d'intervention, comme le souligne le présent rapport de l'EIES. Cette option est donc considérée comme la plus viable et est donc recommandée pour la mise en œuvre.

### 5.3 DESCRIPTION DES TRONÇONS RETENUS

Les tronçons retenus permettent de capturer les priorités du plan de mobilité, tout en réalisant le livrable du projet PARR de 40 km pour la première microrégion dans le budget alloué. La **Figure 2** présente l'ensemble des tronçons retenus (routes prioritaires)



**Figure 2 : Aperçu de l'ensemble des tronçons retenus (en violet)**

## PLANS SPECIFIQUES DE GESTION ENVIRONNEMENTALE ET SOCIALE

Pour garantir que l'atténuation des impacts est bien mise en œuvre, des mesures planifiées sont clairement décrites dans le Plan de Gestion Environnementale et Sociale (PGES) du Projet.

Le PGES est présenté dans les sections suivantes. Il définit, pour chaque phase du Projet (construction, exploitation, fermeture) et pour chaque aspect environnemental et social, les éléments suivants :

- Une déclaration claire des mesures qui seront prises pour atténuer les impacts négatifs et générer des impacts positifs ;
- L'origine de l'exigence ; et
- La manière dont l'atténuation sera suivie et vérifiée.

**Tableau 15 : Gestion de la biodiversité (la faune, la flore et les écosystèmes qui les supportent)**

Objectif	Activité	Atténuation / Bonification	Normes	Responsabilité	Echelle de temps	Surveillance	Mise en œuvre / Indicateurs objectivement vérifiables (IOV)
Minimisation de la perte d'habitat et de leur perturbation	Bruit et pollution lumineuse générés par les activités de construction pouvant affecter la vie sauvage (faune)	<ul style="list-style-type: none"> <li>Minimiser autant que possible le travail nocturne bruyant.</li> <li>Lorsque des travaux sont nécessaires la nuit, utiliser un éclairage directionnel à faible luminosité pour minimiser la pollution lumineuse.</li> <li>Maintenir la conformité avec les normes en vigueur en matière de bruit.</li> <li>Développer des protocoles de « bonne gestion environnementale de la construction » pour réduire les effets sur la végétation et la faune.</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Règles générales pour la protection des plantes sauvages et animaux</li> <li>Lois pertinentes d'Haïti sur la protection de la faune et la conservation de la biodiversité.</li> <li>OP/BP 4.04 Habitats Naturels</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>UNOPS</li> <li>Sous-traitants</li> </ul>	Pendant les travaux	<ul style="list-style-type: none"> <li>Suivi quotidien</li> <li>Inspections hebdomadaires des sites de travaux.</li> <li>Mesures ponctuelles du niveau de bruit au niveau des récepteurs (habitations)</li> <li>Rapport sur le nombre d'incidents où les niveaux de bruit dépassent les normes en vigueur.</li> <li>Journal des plaintes et plan d'action correctif.</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Procédure de surveillance du bruit élaborée.</li> <li>Mesures ponctuelles de bruit faites et résultats sauvegardés.</li> <li>Calendrier des inspections des sites des travaux (l'inspection doit couvrir l'évaluation – qualitative ou quantitative – du niveau de bruit sur les sites sélectionnés).</li> <li>Les éventuelles plaintes liées au bruit sont diligemment traitées.</li> </ul>

Objectif	Activité	Atténuation / Bonification	Normes	Responsabilité	Echelle de temps	Surveillance	Mise en œuvre / Indicateurs objectivement vérifiables (IOV)
Reduction de la chasse et du braconnage (présence d'aires protégées et d'espèces animales potentiellement en danger selon l'UICN).	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Accès accru à la zone.</li> <li>• Activités des travailleurs dans et autour des aires protégées suivantes : <ul style="list-style-type: none"> <li>- Zone Clé de la Biodiversité de Pic Tête Bœuf (autour de la ville de L'Asile)</li> <li>- Zone Clé de la Biodiversité de Madicaque (proche de la ville d'Aquin)</li> <li>- La Réserve de Biosphère de La Hotte (couvrant une grande partie de la microrégion)</li> </ul> </li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Code de conduite pour les travailleurs interdisant la chasse ou la capture d'animaux sauvage, notamment les animaux protégés par les lois haïtiennes, ainsi que les espèces prioritaires pour la conservation, notamment celles qui sont classés par l'UICN comme étant Vulnérables (VU), En Danger (EN) ou En Danger Critique (CR).</li> <li>• Informations régulières ou sensibilisation mettant en évidence l'interdiction de chasse dans toutes les zones du projet.</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Règles générales pour la protection des plantes sauvages et animaux</li> <li>• Lois pertinentes d'Haiti sur la protection de la faune et la conservation de la biodiversité.</li> <li>• OP/BP 4.04 Habitats Naturels.</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• UNOPS</li> <li>• Sous-traitants</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Pendant les travaux</li> <li>• Pendant la démobilisation</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Aucune activité de chasse et de braconnage de la part des travailleurs du projet.</li> <li>• Sensibilisation du personnel.</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Code de conduite élaboré</li> <li>• Séances de sensibilisation menées auprès des travailleurs et enregistrées.</li> </ul>

Prevention de la perturbation ou la perte d'habitat (écosystèmes terrestres) lors des activités d'installation	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Impact sur la flore</li> <li>• Coupe d'arbres et autres types de végétation</li> <li>• Excavation</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Le choix des sites pour installer des bases et autres installations temporaires sera fait de façon judicieuse, pour éviter des sites où la coupe d'arbre sera nécessaire.</li> <li>• Interdire le développement de routes d'embranchement inutiles sur les routes d'accès principales.</li> <li>• Organiser des séances de sensibilisation pour les travailleurs, notamment sur respect de la faune et de la flore</li> <li>• Mise en place d'un système en interne pour l'autorisation préalable par le Superviseur des activités de perturbation du sol (Permis de perturbation).</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Règles générales pour la protection des plantes sauvages et animaux</li> <li>• Lois pertinentes d'Haïti sur la protection de la faune et la conservation de la biodiversité.</li> <li>• OP/BP 4.04 Habitats Naturels</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• UNOPS</li> <li>• Sous-traitants</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Avant et pendant les travaux</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Suivi quotidien</li> <li>• Inspections hebdomadaires des sites de travaux.</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Calendrier des inspections des sites des travaux</li> <li>• Rapport d'inspection</li> <li>• Copies des permis internes de perturbation du sol (précisant les limites de la zone où la perturbation est autorisée)</li> </ul>
--	---	---	--	---	--	--	---

Objectif	Activité	Atténuation / Bonification	Normes	Responsabilité	Echelle de temps	Surveillance	Mise en œuvre / Indicateurs objectivement vérifiables (IOV)
Prevention de la perturbation ou la perte d'habitat (écosystèmes terrestres) lors des activités d'installation	Réhabilitation des sites éventuellement dégradés par les travaux	<ul style="list-style-type: none"> <li>Replanter ou prendre des mesures pour encourager la recolonisation par la végétation indigène dans les zones perturbées ou dénudées, et cela immédiatement après les travaux.</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Règles générales pour la protection des plantes sauvages et animaux</li> <li>Lois pertinentes d'Haïti sur la protection de la faune et la conservation de la biodiversité.</li> <li>OP/BP 4.04 Habitats Naturels.</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>UNOPS</li> <li>Sous-traitants</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Pendant les travaux (réhabilitation progressive)</li> <li>Pendant la démobilisation</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Suivi quotidien</li> <li>Inspections hebdomadaires des sites de travaux.</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Calendrier des inspections des sites des travaux</li> <li>Rapport d'inspection des sites des travaux.</li> </ul>

Objectif	Activité	Atténuation / Bonification	Normes	Responsabilité	Echelle de temps	Surveillance	Mise en œuvre / Indicateurs objectivement vérifiables (IOV)
Minimisation de la perte d'habitat et de leur perturbation (écosystèmes aquatiques)	Travaux dans le lit des cours d'eau.	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Limitation de l'étendue des zones de travaux.</li> <li>• Mesures de prévention de la pollution et contrôle des sédiments.</li> <li>• Minimiser les perturbations inutiles du lit des cours d'eau (par exemple, restreindre l'accès dans les zones sensibles qui pourraient contribuer à augmenter la charge de sédiments).</li> <li>• Aucun travail de dans le lit des cours d'eau pendant les périodes de de reproduction des poissons.</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Règles générales pour la protection des plantes sauvages et animaux</li> <li>• Lois pertinentes d'Haiti sur la protection de la faune et la conservation de la biodiversité.</li> <li>• OP/BP 4.04 Habitats Naturels</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• UNOPS</li> <li>• Sous-traitants</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Pendant les travaux</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Suivi quotidien</li> <li>• Inspections hebdomadaires des sites de travaux.</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Calendrier des inspections des sites des travaux</li> <li>• Rapport d'inspection des sites des travaux.</li> </ul>



**Tableau 16 : Gestion des ressources en eau et de leur qualité**

Objectif	Activité	Atténuation / Bonification	Normes	Responsabilité	Echelle de temps	Surveillance	Mise en œuvre / Indicateurs objectivement vérifiables (IOV)
Protection de la qualité des eaux de surface	Conception des travaux et programmation	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Conception et ordonnancement des travaux dans les cours d'eau afin de minimiser la production de sédiments</li> <li>• Localiser les composantes de construction à l'écart des zones sensibles de la rivière</li> <li>• Adopter les meilleures pratiques pour minimiser les risques de pollution pendant la construction et la démobilisation</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Directives générales environnementales, sanitaires et sécuritaires du Groupe de la Banque mondiale</li> <li>• Lois pertinentes d'Haïti sur la protection de l'eau.</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• UNOPS</li> </ul>	Avant les travaux.	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Aucune contamination des eaux de surface</li> <li>• Surveillance visuelle et analytique régulière de l'eau</li> <li>• Examen régulier des activités des entrepreneurs.</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Plan de construction</li> <li>• Plan d'installation de chantier</li> </ul>

Objectif	Activité	Atténuation / Bonification	Normes	Responsabilité	Echelle de temps	Surveillance	Mise en œuvre / Indicateurs objectivement vérifiables (IOV)
Protection de la qualité des eaux de surface	Travaux dans le lit des cours d'eau.	<ul style="list-style-type: none"> <li>Bonnes pratiques de construction.</li> <li>Veiller à ce que les activités du Projet ne nuisent pas aux autres utilisateurs d'eau</li> <li>Fourniture d'un système d'approvisionnement alternatif aux éventuels utilisateurs de l'eau qui seraient affectés, par exemple en cas de contamination/pollution leur point d'abstraction (source d'eau).</li> <li>Amélioration du franchissement des cours d'eau pour la communauté locale.</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Directives générales environnementales, sanitaires et sécuritaires du Groupe de la Banque mondiale</li> <li>Lois pertinentes d'Haïti sur la protection de l'eau</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>UNOPS</li> <li>Sous-traitants</li> </ul>	Pendant les travaux.	<ul style="list-style-type: none"> <li>Aucune contamination des eaux de surface</li> <li>Surveillance visuelle et analytique régulière de l'eau</li> <li>Examen régulier des activités des entrepreneurs.</li> </ul>	Nombre d'incidents liés à la qualité des cours d'eau
Protection de la qualité des eaux de surface	Stockage temporaire des produits chimiques et des hydrocarbures	<ul style="list-style-type: none"> <li>Bonnes pratiques de construction.</li> <li>Les sites de manutention des hydrocarbures sont éloignés des éléments sensibles de l'eau pour éviter la pollution.</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Directives générales environnementales, sanitaires et sécuritaires du Groupe de la Banque mondiale</li> <li>Lois pertinentes d'Haïti sur la protection de l'eau</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>UNOPS</li> <li>Sous-traitants</li> </ul>	Pendant les travaux	<ul style="list-style-type: none"> <li>Procédures de gestion convenues et mises en œuvre</li> <li>Aucun déversement affectant la qualité de l'eau de surface.</li> </ul>	Procédure de gestion des produits chimiques, huiles et hydrocarbures élaboré.

Objectif	Activité	Atténuation / Bonification	Normes	Responsabilité	Echelle de temps	Surveillance	Mise en œuvre / Indicateurs objectivement vérifiables (IOV)
Protection de la qualité des eaux de surface	<ul style="list-style-type: none"> <li>Excavation et élimination des déblais</li> <li>Travaux de terrassement</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Veiller à ce que la charge sédimentaire dans le réseau hydrographique ne soit pas supérieure à la capacité de transport.</li> <li>Prendre des mesures de contrôle pour minimiser l'érosion et le potentiel de pollution</li> <li>Mettre en œuvre des mesures de contrôle pendant les travaux de terrassement pour minimiser l'augmentation de la charge de sédiments ;</li> <li>Stabiliser autant que possible la surface des routes pour minimiser l'augmentation de la charge sédimentaire.</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Directives générales environnementales, sanitaires et sécuritaires du Groupe de la Banque mondiale</li> <li>Lois pertinentes d'Haïti sur la protection de l'eau</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>UNOPS</li> <li>Sous-traitants</li> </ul>	Pendant les travaux	<ul style="list-style-type: none"> <li>Surveillance visuelle régulière de l'eau</li> <li>Examen régulier des activités des entrepreneurs.</li> </ul>	Procédure de gestion des ressources en eau et de la qualité de l'eau élaboré.
Minimiser la concurrence pour l'approvisionnement en eau	Utilisation de l'eau pour les travaux	<ul style="list-style-type: none"> <li>S'assurer de ne pas avoir d'impact négatif sur les autres utilisateurs d'eau, en cas de création d'un approvisionnement en eau temporaire pour le projet.</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Directives générales environnementales, sanitaires et sécuritaires du Groupe de la Banque mondiale.</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>UNOPS</li> <li>Sous-traitants</li> </ul>	Pendant les travaux	Suivi continu du niveau de la ressource en eau	Procédure de gestion des ressources en eau et de la qualité de l'eau élaboré.

**Tableau 17 : Gestion des sols**

<b>Objectif</b>	<b>Activité</b>	<b>Atténuation / Bonification</b>	<b>Normes</b>	<b>Responsabilité</b>	<b>Echelle de temps</b>	<b>Surveillance</b>	<b>Mise en œuvre / Indicateurs objectivement vérifiables (IOV)</b>
Stabilité des pentes pour éviter les glissements de terrain	Travaux dans les zones de montagnes ou de fortes pentes.	<ul style="list-style-type: none"> <li>Lorsque l'instabilité des pentes est préoccupante, de bonnes pratiques d'ingénierie doivent être mises en œuvre pour minimiser le risque de glissement de terrain, et les impacts sur l'environnement et/ou la communauté locale.</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Meilleures pratiques internationales</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>UNOPS</li> <li>Sous-traitants</li> </ul>	Pendant les travaux	<ul style="list-style-type: none"> <li>Les plans et les méthodes de travail doivent permettre d'assurer la stabilité du sol</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Bonnes méthodes de travail mises en œuvre.</li> </ul>
Stabilité des pentes pour éviter les glissements de terrain	Travaux sur les routes	<ul style="list-style-type: none"> <li>Rétablir le couvert forestier sur les terrains dégagés le long des routes dès que possible dès la fin de construction de cette section de route.</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Meilleures pratiques internationales</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>UNOPS</li> <li>Sous-traitants</li> </ul>	Pendant les travaux	<ul style="list-style-type: none"> <li>Les plans et les méthodes de travail doivent permettre d'assurer la stabilité du sol</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Bonnes méthodes de travail mises en œuvre.</li> </ul>
Prévenir l'érosion	Erosion au niveau des routes.	<ul style="list-style-type: none"> <li>Maintenir l'intégrité de la surface de la route grâce à un entretien régulier.</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Meilleures pratiques internationales</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>UNOPS</li> <li>UCE</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Pendant l'exploitation des routes</li> </ul>	Observation visuelle régulière	<ul style="list-style-type: none"> <li>Actions de maintenance régulière</li> </ul>

**Tableau 18 : Gestion des déchets et du matériel**

Objectif	Activité	Atténuation / Bonification	Normes	Responsabilité	Echelle de temps	Surveillance	Mise en œuvre / Indicateurs objectivement vérifiables (IOV)
Minimisation et élimination sûre des déchets	Déchets générés à la suite d'excavations et de travaux de terrassement (déchets minéraux)	<ul style="list-style-type: none"> <li>Dans la mesure du possible, les matériaux de déblai seront utilisés comme matériaux de construction.</li> <li>Stocker les excès de terre de manière à ce qu'elles ne soient pas source de pollution (érosion par exemple)</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Directives environnementales, sanitaires et sécuritaires générales</li> <li>Meilleures pratiques internationales</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>UNOPS</li> <li>Sous-traitants</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Pendant les travaux</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Tenir des registres de la quantité de matière éliminée dans chaque site d'élimination des déblais.</li> <li>Surveiller les sites d'élimination des excès de terres afin de prévenir l'érosion</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Procédure de gestion des déchets élaboré (avec une section sur la gestion des déchets minéraux)</li> </ul>

Objectif	Activité	Atténuation / Bonification	Normes	Responsabilité	Echelle de temps	Surveillance	Mise en œuvre / Indicateurs objectivement vérifiables (IOV)
Minimisation et élimination sûre des déchets	Déchets générés par les travaux	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Caractériser chaque flux de déchets (dangereux ou non dangereux) et chercher à minimiser la production de déchets, comme première option.</li> <li>• La hiérarchie de gestion est la suivante : réduire – réutiliser – recycler – incinérer à l'aide de systèmes appropriés (incinérateurs) – mettre en décharge.</li> <li>• Là où les flux de déchets sont inévitables, mettre en évidence les possibilités de réutilisation, de recyclage et récupération (dans cet ordre), selon les meilleures pratiques actuelles.</li> <li>• L'incinération à l'air libre des déchets générés par les travaux est formellement interdite.</li> <li>• La décharge doit être évitée partout cela est possible, en raison du faible niveau général de protection de l'environnement assurée par les sites d'enfouissement de la région.</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Directives générales environnementales, sanitaires et sécuritaires du Groupe de la Banque Mondiale</li> <li>• Meilleures pratiques internationales</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• UNOPS</li> <li>• Sous-traitants</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Pendant les travaux</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Inventaire des déchets (types de déchets, volumes, voies d'élimination, entrepreneur compétent pour l'élimination de chaque type de déchets).</li> <li>• Inspection des sites du projet pour vérifier la gestion des déchets (installations de stockage et d'élimination, documentation relative aux déchets).</li> <li>• Audit du ou des prestataires de gestion des déchets.</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Procédure de gestion des déchets élaboré</li> <li>• Rapports d'inspections</li> <li>• Rapport d'audit de gestion des prestataires externes de gestion des déchets</li> </ul>

Objectif	Activité	Atténuation / Bonification	Normes	Responsabilité	Echelle de temps	Surveillance	Mise en œuvre / Indicateurs objectivement vérifiables (IOV)
Minimisation et élimination sûre des déchets	Gestion des déchets hors-site	<ul style="list-style-type: none"> <li>Examiner pendant la conception détaillée, la disponibilité locale des installations de recyclage, de récupération et d'élimination du point de vue de leur capacité et de leur qualité.</li> <li>Utiliser les services d'un prestataire agréé par les autorités compétentes d'Haïti pour l'élimination des déchets hors-site.</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Directives générales environnementales, sanitaires et sécuritaires du Groupe de la Banque mondiale</li> <li>Meilleures pratiques internationales</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>UNOPS</li> <li>Sous-traitants</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Avant les travaux</li> <li>Pendant les travaux</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Inspection des sites du projet pour vérifier la gestion des déchets (installations de stockage et d'élimination, documentation relative aux déchets).</li> <li>Audit du ou des prestataires de gestion des déchets</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Rapports d'inspections</li> <li>Rapport d'audit de gestion des prestataires externes de gestion des déchets</li> </ul>
Utilisation durable du matériel	Travaux	<ul style="list-style-type: none"> <li>Réutiliser les matériaux sur le site dans la mesure du possible.</li> <li>Bonnes pratiques d'entretien et d'exploitation, y compris le contrôle des stocks.</li> <li>Substituer les matières premières ou les intrants avec des matières moins dangereuses ou toxiques partout où cela est économiquement et techniquement possible.</li> <li>Instaurer des mesures d'achat qui permettent de commander la quantité et la qualité correcte de matériaux à livrer.</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Directives générales environnementales, sanitaires et sécuritaires du Groupe de la Banque mondiale.</li> <li>Meilleures pratiques internationales</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>UNOPS</li> <li>Sous-traitants</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Pendant les travaux</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Surveiller l'usage des matériels et des intrants, car une mauvaise gestion des peut générer des quantités importantes de déchets.</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Procédure de gestion des déchets élaborée</li> <li>Rapports d'inspections</li> </ul>



Réduction de la pollution	Manutention et stockage du matériel	<p>Toute zone de manutention et de stockage sera établie en tenant compte de ce qui suit :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Stockage convenable et couvert, situé loin des récepteurs sensibles et protégé contre des risques de vol ou de vandalisme.</li> <li>• Des installations de stockage seront conçues pour la gestion des déchets sur site et hors site</li> <li>• Séparer les zones de stockage des produits dangereux et déchets non dangereux et permettre la ségrégation afin de maximiser la réutilisation et le recyclage</li> <li>• Emplacement ne pouvant pas être détérioré par les éléments naturels</li> <li>• Facilement accessible de manière sûre</li> <li>• Située à côté des équipements de protection individuelle (EPI) requis (nécessaire pour les irritants et les matériaux dangereux)</li> <li>• Située dans des enclos étanches avec des kits de déversement (nécessaire pour les liquides dangereux).</li> <li>• Créer des procédures opérationnelles qui incluront des mesures et contrôles</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Meilleures pratiques internationales</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• UNOPS</li> <li>• Sous-traitants</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Pendant les travaux</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Inspection des installations d'entreposage du matériel</li> <li>• Nombre d'incidents de pollution.</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Procédure de gestion des déchets élaborée</li> </ul>
---------------------------	-------------------------------------	--	--	---	---	--	---

Objectif	Activité	Atténuation / Bonification	Normes	Responsabilité	Echelle de temps	Surveillance	Mise en œuvre / Indicateurs objectivement vérifiables (IOV)
		pour minimiser la probabilité des incidents associés aux matériaux et à leur stockage, manipulation et utilisation.					
Reduction de la pollution	Manutention et stockage des hydrocarbures et des produits chimiques	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Disponibilité de kits de déversement appropriés</li> <li>• Manutention prudente des hydrocarbures.</li> <li>• Disponibilité et utilisation effective des équipements de protection individuelle (EPI) adéquats</li> <li>• Nettoyer immédiatement tout déversement et traiter les terres contaminées par la bioremédiation.</li> <li>• Substituer les matières premières ou des intrants avec des matériaux moins dangereux ou toxiques, toutes les fois où cela est économiquement et techniquement réalisable.</li> <li>• Des déchets liquides / huile / hydrocarbures/ produits chimiques seront stockés dans des réservoirs ou des fûts situés dans des enclos étanches pouvant contenir 110% du volume total stocké.</li> <li>• Les kits de déversement doivent être disponibles à tout moment.</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Directives générales environnementales, sanitaires et sécuritaires du Groupe de la Banque mondiale.</li> <li>• Meilleures pratiques internationales</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• UNOPS</li> <li>• Sous-traitants</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Pendant les travaux</li> <li>• Pendant la démobilisation</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Inspection des sites de manutention des hydrocarbures</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Procédure de gestion des déchets élaborée</li> <li>• Procédure de gestion des déversements accidentels</li> <li>• Rapport d'inspection des sites</li> </ul>

**Tableau 19 : Gestion du trafic et des transports**

Objectif	Activité	Atténuation / Bonification	Normes	Responsabilité	Echelle de temps	Surveillance	Mise en œuvre / Indicateurs objectivement vérifiables (IOV)
Minimiser les risques routiers et la congestion	Travaux avec des gros engins, pouvant temporairement bloquer la route pour les autres utilisateurs	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Elaborer et mettre en œuvre une procédure de gestion du trafic (PGT).</li> <li>• Assigner des personnes pour réguler la circulation au niveau partout où il y a un gros engin en opération.</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Meilleures pratiques internationales</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• UNOPS</li> <li>• Sous-traitants</li> </ul>	Pendant les travaux	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Nombre de plaintes relatives à la circulation et au transport</li> <li>• Notification des accidents et des statistiques</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Procédure de gestion du trafic élaborée.</li> </ul>
	Déplacement des travailleurs et du personnel de supervision	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Favoriser les déplacements groupés</li> <li>• Fourniture si possible un service de transport aux travailleurs pendant la durée des travaux</li> <li>• Poster une personne aux points critiques (de part et d'autre d'un équipement lourd qui est en opération) pour réguler le trafic.</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Meilleures pratiques internationales</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• UNOPS</li> <li>• Sous-traitants</li> </ul>	Pendant les travaux	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Surveiller l'usage des véhicules</li> <li>• Optimisation des transports</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Procédure de gestion du trafic élaborée.</li> </ul>
Eviter les accidents	Conduite des véhicules et engins du projet	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Former les conducteurs du Projet de véhicule à la conduite défensive pour éviter les accidents.</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Meilleures pratiques internationales</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• UNOPS</li> </ul>	Pendant les travaux	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Notification des accidents et des statistiques</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Procédure de gestion du trafic élaborée.</li> </ul>

**Tableau 20 : Gestion du bruit et des vibrations**

Objectif	Activité	Atténuation / Bonification	Normes	Responsabilité	Echelle de temps	Surveillance	Mise en œuvre / Indicateurs objectivement vérifiables (IOV)
Eviter les nuisances sonores générées par les activités	Travaux générant du bruit pouvant affecter les communautés.	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Heures de travail fixées de manière à éviter les périodes sensibles (nuit, ou selon l'avis e communautés)</li> <li>• Positionnement des sites temporaires dans la mesure du possible loin des récepteurs sensibles ;</li> <li>• Maintenir l'équipement en bon état de marche ;</li> <li>• Entreprendre des activités de construction conformément aux bonnes pratiques.</li> <li>• Envisager des enceintes acoustiques pour compresseurs / générateurs si elles sont situées à proximité de récepteurs sensibles (communautés)</li> <li>• Mise en place d'un régime de surveillance du bruit, le cas échéant.</li> <li>• Informer le public à l'avance des activités génératrices de bruits prévues.</li> <li>• Un régime de surveillance du bruit, le cas échéant</li> <li>• Aviser le public à l'avance des activités génératrices de bruit élevés.</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Directives générales environnementales, sanitaires et sécuritaires du Groupe de la Banque mondiale</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• UNOPS</li> <li>• Sous-traitants</li> </ul>	Pendant les travaux	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Surveiller les niveaux de bruit au niveau des propriétés résidentielles en utilisant un sonomètre, pour comparer les valeurs aux normes.</li> <li>• Enregistrer les plaintes en matière de bruit et mener des enquêtes dans le cadre de la gestion de ces réclamations.</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Procédure de surveillance du bruit élaborée.</li> <li>• Procédure de gestion des plaintes des communautés élaborée.</li> </ul>

**Tableau 21 : Gestion de la qualité de l'air**

Objectif	Activité	Atténuation / Bonification	Normes	Responsabilité	Echelle de temps	Surveillance	Mise en œuvre / Indicateurs objectivement vérifiables (IOV)
Réduire les émissions de poussière	Les travaux sur les routes, les dépôts de déblais et les activités de construction de façon générale.	<ul style="list-style-type: none"> <li>Minimiser la poussière provenant des sources de manutention et de stockage.</li> <li>Des techniques de suppression des poussières doivent être mises en œuvre, telles que l'application d'eau ou de produits chimiques non toxiques pour minimiser la poussière provenant des mouvements de véhicules.</li> <li>Eviter de brûler à l'air libre ;</li> <li>Une limitation de vitesse pour les camions devrait être envisagée, surtout au voisinage des agglomérations.</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Directives générales environnementales, sanitaires et sécuritaires du Groupe de la Banque mondiale</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>UNOPS</li> <li>Sous-traitants</li> </ul>	Pendant les travaux	<ul style="list-style-type: none"> <li>Contrôles visuels quotidiens du niveau de poussière (inspection)</li> <li>Nombre de plaintes liées à la poussière.</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Nombre de plaintes liées à la poussière.</li> <li>Rapport d'inspection</li> </ul>
Réduire les émissions de poussière	Trafic et mouvements de véhicules sur les routes du site.	<ul style="list-style-type: none"> <li>Limite de vitesse pour tout le trafic (par exemple à &lt;20 km / h) lors des traversées de villages.</li> <li>Tous les camions de transport doivent être bâchés pour empêcher la génération de poussière à partir des chargements.</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Directives générales environnementales, sanitaires et sécuritaires du Groupe de la Banque mondiale</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>UNOPS</li> <li>Sous-traitants</li> </ul>	Pendant les travaux	<ul style="list-style-type: none"> <li>Contrôles visuels quotidiens du niveau de poussière (inspection)</li> <li>Nombre de plaintes liées à la poussière.</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Nombre de plaintes liées à la poussière.</li> <li>Rapport d'inspection</li> <li>Procédure de gestion du trafic</li> </ul>

Objectif	Activité	Atténuation / Bonification	Normes	Responsabilité	Echelle de temps	Surveillance	Mise en œuvre / Indicateurs objectivement vérifiables (IOV)
Réduire les émissions provenant des machines et des véhicules.	Machines et véhicules utilisés pendant les travaux	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Gérer les émissions provenant de sources mobiles conformément aux directives EHS générales du Groupe de la Banque mondiale (GBM) sur les émissions atmosphériques et la qualité de l'air ambiant</li> <li>• Éloigner les générateurs des récepteurs (résidences)</li> <li>• Maintenance des machines</li> <li>• Gérer les émissions de sources mobiles</li> <li>• Les émissions de poussières provenant de l'équipement de traitement (par exemple, les concasseurs, les broyeurs ou équivalent) doivent être contrôlées de manière adéquate par un traitement par voie humide ou une pulvérisation d'eau</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Directives générales environnementales, sanitaires et sécuritaires du Groupe de la Banque mondiale</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• UNOPS</li> <li>• Sous-traitants</li> </ul>	Pendant les travaux	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Contrôles visuels quotidiens du niveau de poussière (inspection)</li> <li>• Nombre de plaintes liées à la poussière.</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Nombre de plaintes liées à la poussière.</li> <li>• Rapport d'inspection</li> </ul>

**Tableau 22 : Gestion du patrimoine culturel**

Objectif	Activité	Atténuation / Bonification	Normes	Responsabilité	Echelle de temps	Surveillance	Mise en œuvre / Indicateurs objectivement vérifiables (IOV)
Éviter d'endommager les éléments du patrimoine culturel	Tous les travaux de terrassement et d'excavation	<ul style="list-style-type: none"> <li>Tous les biens du patrimoine culturel identifiés seront évités de façon systématique</li> <li>Restauration ou relocalisation de l'élément endommagé conformément aux normes culturelles de la localité</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>OP/BP 4.11 Patrimoine Culturel</li> <li>Meilleures pratiques internationales</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>UNOPS</li> <li>Sous-traitants</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Pendant les travaux</li> <li>Pendant la démobilisation</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Vérifier l'acceptation de la solution par les communautés.</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>PV de réunion avec les communautés</li> </ul>
Éviter d'endommager les éléments du patrimoine archéologique non enregistrés	Tous les travaux de terrassement et d'excavation	<ul style="list-style-type: none"> <li>Une procédure applicable aux découvertes fortuites sera mise en œuvre pendant toute la durée des travaux de terrassement.</li> <li>Toutes les découvertes et tous les sites archéologiques seront immédiatement signalés aux autorités locales. L'UNOPS sera responsable de cette action.</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>OP/BP 4.11 Patrimoine Culturel</li> <li>Meilleures pratiques internationales</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>UNOPS</li> <li>Sous-traitants</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Pendant les travaux</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Procédures applicables aux découvertes fortuites</li> <li>Notification des découvertes aux autorités locales.</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Procédures applicables aux découvertes fortuites archéologiques développées et mises en œuvre.</li> </ul>



**Tableau 23 : Gestion de l'aspect socioéconomique**

Objectif	Activité	Atténuation / Bonification	Normes	Responsabilité	Echelle de temps	Surveillance	Mise en œuvre / Indicateurs objectivement vérifiables (IOV)
Opportunités associées aux avantages pour l'emploi local	<ul style="list-style-type: none"> <li>Création d'emplois</li> <li>Approvisionnement</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>La divulgation de la politique de recrutement</li> <li>Politique d'approvisionnement des promoteurs pour soutenir les entreprises locales.</li> <li>Politique de divulgation fondée sur les principes de non-discrimination et d'égalité d'opportunité (attention particulière à l'inclusion des femmes dans la campagne de création d'emplois) ;</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Code du travail d'Haïti</li> <li>Meilleures pratiques internationales</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>UNOPS</li> <li>Sous-traitants</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Pendant les travaux</li> <li>Pendant la démobilisation</li> </ul>	Des politiques de recrutement et d'approvisionnement divulguées dans les bureaux du site et les bureaux des municipalités	<ul style="list-style-type: none"> <li>Politique de recrutement locaux élaborée et mise en œuvre</li> <li>Politique identique ou similaire produite par les sous-traitants</li> </ul>
Opportunités associées aux avantages pour l'emploi local	<ul style="list-style-type: none"> <li>Création d'emplois</li> <li>Approvisionnement</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>La divulgation localisée des besoins en personnel et en ouvriers avant que les opportunités se présentent ;</li> <li>Engagements en matière de droits du travail identifiés dans le dossier d'appel d'offres et traités dans les clauses de contrat.</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Code du travail d'Haïti</li> <li>Meilleures pratiques internationales</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>UNOPS</li> <li>Sous-traitants</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Pendant les travaux</li> <li>Pendant la démobilisation</li> </ul>	Des politiques de recrutement et d'approvisionnement divulguées dans les bureaux du site et les bureaux des municipalités	<ul style="list-style-type: none"> <li>Politique de recrutement locaux élaborée et mise en œuvre</li> <li>Politique identique ou similaire produite par les sous-traitants</li> </ul>

Objectif	Activité	Atténuation / Bonification	Normes	Responsabilité	Echelle de temps	Surveillance	Mise en œuvre / Indicateurs objectivement vérifiables (IOV)
Prevention des impacts induits sur les écosystèmes et les ressources naturelles lors des emplois locaux	<ul style="list-style-type: none"> <li>Recrutement des travailleurs.</li> <li>Afflux de la main-d'œuvre.</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Recruter autant que possible les habitants locaux pour le projet</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Code du travail d'Haïti</li> <li>Meilleures pratiques internationales</li> <li>OP/BP 4.04 Habitats Naturels</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>UNOPS</li> <li>Sous-traitants</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Pendant les travaux</li> <li>Pendant la démobilisation</li> </ul>	Politique de recrutement	<ul style="list-style-type: none"> <li>Politique de recrutement</li> </ul>
Développement des compétences locales	Création d'emplois	<ul style="list-style-type: none"> <li>Formation « on-the-job » pour les résidents locaux.</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Code du travail d'Haïti</li> <li>Meilleures pratiques internationales</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>UNOPS</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Pendant les travaux</li> </ul>	Formations spécialisées pour les résidents locaux	Programme de développement des compétences des travailleurs élaboré et mis en œuvre.

Objectif	Activité	Atténuation / Bonification	Normes	Responsabilité	Echelle de temps	Surveillance	Mise en œuvre / Indicateurs objectivement vérifiables (IOV)
Engagement du projet sur les droits des travailleurs	Conditions d'emplois	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Développer et mettre en œuvre une politique des ressources humaines</li> <li>• Délivrer à chaque membre du personnel un contrat de travail individuel</li> <li>• Insérer des clauses dans les accords avec les entrepreneurs pour assurer la conformité à tous les plans, politiques, procédures et mesures d'atténuation identifiés '(Codes de conduite)</li> <li>• Inclure des clauses pour surveiller et appliquer les plans de sécurité et signaler les accidents et les incidents</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Code du travail d'Haïti</li> <li>• Meilleures pratiques internationales</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• UNOPS</li> <li>• Sous-traitants</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Pendant les travaux</li> <li>• Pendant la démobilisation</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Paiement des salaires et des primes à temps.</li> <li>• Descriptions de poste entièrement décrites pour tous les rôles.</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Politique des ressources humaines élaborée, et prenant en compte les droits des travailleurs.</li> </ul>
Mécanisme de règlement des griefs et réclamations des travailleurs	Gestion du personnel	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Mécanisme de réclamation du personnel</li> <li>• Discussions avec le personnel sur le mécanisme de réclamation</li> <li>• Registre des griefs des travailleurs à maintenir.</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Code du travail d'Haïti</li> <li>• Meilleures pratiques internationales</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• UNOPS</li> <li>• Sous-traitants</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Pendant les travaux</li> <li>• Pendant la démobilisation</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Mécanisme de réclamation documenté établi</li> <li>• Maintenance du journal des plaintes et du processus de résolution.</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Procédure de règlement des réclamations du personnel élaborée.</li> </ul>

Objectif	Activité	Atténuation / Bonification	Normes	Responsabilité	Echelle de temps	Surveillance	Mise en œuvre / Indicateurs objectivement vérifiables (IOV)
Protection du personnel	Gestion du personnel	<ul style="list-style-type: none"> <li>Fournir un EPI approprié (tel qu'identifié par une évaluation des risques)</li> <li>Plan de préparation et de réponse aux situations d'urgence à développer couvrant les risques pour la santé et la sécurité des travailleurs en situation d'urgence</li> <li>Les journaux d'incidents et d'accidents à maintenir</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Code du travail d'Haïti</li> <li>Directives environnementales, sanitaires et sécuritaires générales du Groupe de la Banque mondiale</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>UNOPS</li> <li>Sous-traitants</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Pendant les travaux</li> <li>Pendant la démobilisation</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Examen des procédures de santé et sécurité des sous-traitants pour assurer la conformité avec les exigences de l'UNOPS</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Procédure de santé et de sécurité des entrepreneurs élaborés</li> <li>Procédure de préparation et d'intervention en cas d'urgence élaboré</li> </ul>
Protection du personnel	Gestion du personnel Travail des enfants (l'âge minimum d'admission à l'emploi est 15 ans – voir Section 3.2) Exploitation et violence sur les enfants	<ul style="list-style-type: none"> <li>Sensibilisation des communautés à propos de la maltraitance des enfants.</li> <li>Impliquer les maîtres d'école dans la sensibilisation</li> <li>Interdiction formelle d'employer des enfants, soit directement ou indirectement, sur les activités du projet.</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Code du travail d'Haïti</li> <li>Meilleures pratiques internationales</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>UNOPS</li> <li>Sous-traitants</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Pendant les travaux</li> <li>Pendant la démobilisation</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Examen des procédures de santé et sécurité des sous-traitants pour assurer la conformité avec les exigences de l'UNOPS</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Procédure de santé et de sécurité des entrepreneurs élaborés</li> <li>Procédure de préparation et d'intervention en cas d'urgence élaboré</li> </ul>

Objectif	Activité	Atténuation / Bonification	Normes	Responsabilité	Echelle de temps	Surveillance	Mise en œuvre / Indicateurs objectivement vérifiables (IOV)
Informers les travailleurs des risques et de la protection contre le VIH / sida, les maladies sexuellement transmissibles (MST) et la Covid-19	Gestion du personnel	<ul style="list-style-type: none"> <li>Informations sur la prévention et la sensibilisation au VIH / SIDA et aux MST, afin de réduire au minimum le risque d'infection pour les travailleurs et les communautés.</li> <li>Information et sensibilisation sur la Covid-19</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Directives nationales en matière de santé publique, notamment sur le VIH/SIDA.</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>UNOPS</li> <li>Sous-traitants</li> </ul>	Au début des travaux, et mis à jour pour les nouveaux employés.	<ul style="list-style-type: none"> <li>Les membres du personnel recevront une petite formation qui sensibilise au VIH / SIDA, et aussi à la Covid-19.</li> <li>Le personnel doit signer un accusé de réception et de compréhension de la formation.</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Procédure de santé et de sécurité des entrepreneurs élaborés</li> </ul>
Gestion des plaintes de la communauté.	Préserver la santé, la sécurité et la sûreté de la communauté	<ul style="list-style-type: none"> <li>Mécanisme de réclamation pour la performance du projet</li> <li>Elaboration d'un Plan de préparation et réponse aux situations d'urgence en collaboration avec les communautés locales.</li> <li>Campagne communautaire de santé et de sécurité.</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Meilleures pratiques internationales</li> <li>Directives environnementales, sanitaires et sécuritaires générales du Groupe de la Banque Mondiale</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>UNOPS</li> <li>Sous-traitants</li> <li>UCE</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Pendant les travaux</li> <li>Pendant la démobilisation</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Maintenance du journal des plaintes et du processus de résolution.</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Procédure de gestion des plaintes de la communauté élaborée.</li> <li>Mécanisme de gestion des plaintes</li> </ul>
Partage culturel et tolérance	<ul style="list-style-type: none"> <li>Développement induit, changements démographiques et potentiel de tension culturelle.</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Courte formation de tous les travailleurs aux sensibilités culturelles de la zone du Projet</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Meilleures pratiques internationales</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>UNOPS</li> <li>Sous-traitants</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Pendant les travaux</li> <li>Pendant la démobilisation</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Le personnel doit signer une fiche de formation confirmant sa présence.</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Procédure de santé et de sécurité des entrepreneurs élaborés</li> <li>Formation dispensée</li> </ul>

Objectif	Activité	Atténuation / Bonification	Normes	Responsabilité	Echelle de temps	Surveillance	Mise en œuvre / Indicateurs objectivement vérifiables (IOV)
Compensation appropriée	Acquisition temporaire des terres pour les déviations (by-passes)	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Consultation à mener avec des personnes engagées dans des activités de subsistance sur les terres affectées par le Projet, afin d'identifier le besoin d'indemnisation ou d'assistance.</li> </ul>	OP/BP 4.12 Réinstallation Involontaire.	<ul style="list-style-type: none"> <li>• UNOPS</li> <li>• UCE</li> </ul>	Avant et pendant les travaux	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Vérification de la conformité avec les normes d'acquisition temporaire de terres et de compensation qui sont en vigueur dans les différentes localités.</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Autorisation d'accès à la terre</li> <li>• Protocoles signés et compensations remises avant les travaux</li> <li>• Plan Succinct de Réinstallation</li> </ul>

Objectif	Activité	Atténuation / Bonification	Normes	Responsabilité	Echelle de temps	Surveillance	Mise en œuvre / Indicateurs objectivement vérifiables (IOV)
Santé, sécurité, sûreté et bien-être des communautés	Prevention des cas de violences et d'abus sur les filles et femmes	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Elaboration du Code de conduite à appliquer par tous les travailleurs du projet.</li> <li>• Sensibilisation des travailleurs/travailleuses à propos de la prévention du harcèlement sexuel et de la violence faite aux femmes</li> <li>• Mettre en place un mécanisme de gestion des plaintes</li> <li>• Rendre le mécanisme accessible aux communautés et permettre des plaintes anonymes.</li> <li>• Développer le Code de Conduite du projet dans lequel les actes tels que le harcèlement sexuel et la violence basé sur le genre seront formellement interdits</li> <li>• Insertion du Code de Conduite dans les Contrats de Travailleurs/travailleuses et leur expliquer clairement le contenu.</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Lois haïtiennes sur le droit des femmes</li> <li>• Meilleures pratiques internationales</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• UNOPS</li> </ul>	Pendant l'exploitation	Pratique des exercices du Plan de préparation et réponse aux situations d'urgence	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Rapport des interviews informelles</li> <li>• Mécanisme de gestion des plaintes élaboré</li> </ul>

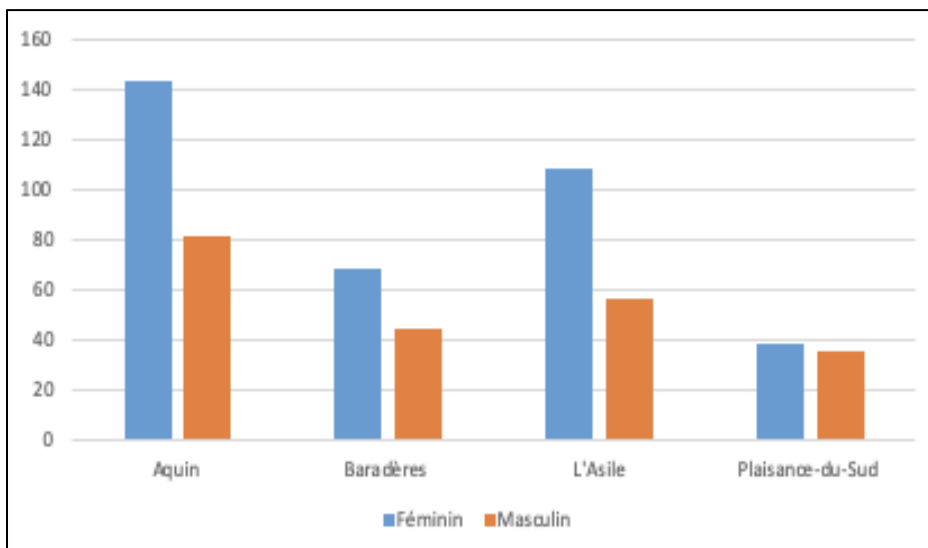
Objectif	Activité	Atténuation / Bonification	Normes	Responsabilité	Echelle de temps	Surveillance	Mise en œuvre / Indicateurs objectivement vérifiables (IOV)
Amélioration de l'état des routes et des transports	Travaux d'infrastructure (routes et ponts).	<ul style="list-style-type: none"> <li>L'entretien des routes constituera un atout utile pour les communautés après la Phase de travaux.</li> </ul>	Normes applicables en Haïti	<ul style="list-style-type: none"> <li>UNOPS</li> <li>UCE</li> </ul>	Après la Phase de travaux	Surveillance des conditions des routes	<ul style="list-style-type: none"> <li>Procédures de maintenance élaborées et mises en œuvre.</li> </ul>
Redondance du personnel	Démobilisation / Repli de chantier	<ul style="list-style-type: none"> <li>Développer un plan de réduction de personnel</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Meilleures pratiques internationales</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>UNOPS</li> <li>Sous-traitants</li> </ul>	Avant la désaffectation	Mise en œuvre du plan de réduction de personnel	<ul style="list-style-type: none"> <li>Plan de réduction de personnel élaboré.</li> </ul>



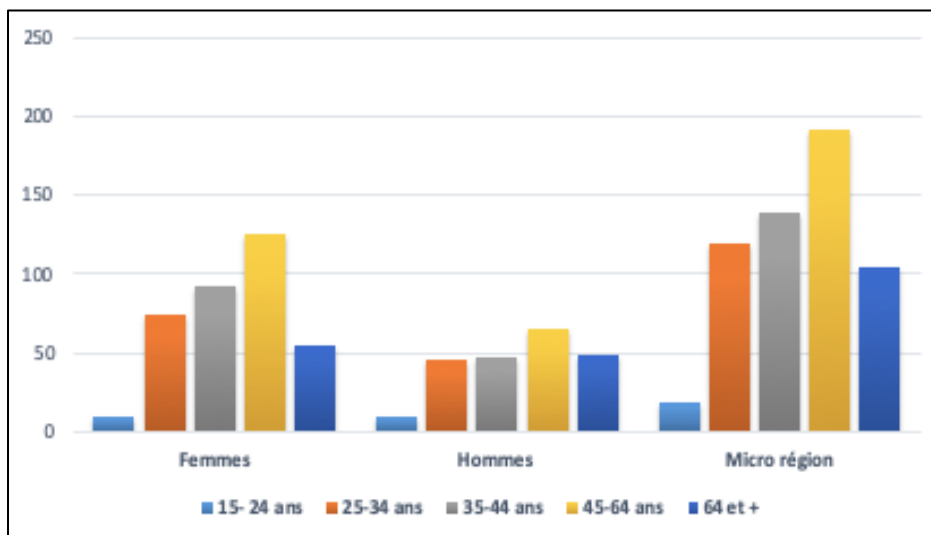


## ENQUETES DE TERRAIN

Des enquêtes ont eu lieu de septembre 2020 à janvier 2021 dans les communes de Fonds des Blancs, Aquin, Asile, Baradères, Plaisance du Sud, Fonds des Nègres et Cavaillon (**Figure 3 et 4**), pour la collecte des données de base auprès des ménages et d'autres personnes ressources (autorités locales, services sociaux, etc.).



**Figure 3: Structure de la population enquêtée par commune et par genre**



**Figure 4 : Structure de la population enquêtée par commune et par âge**

Par ailleurs, les agents d'enquête et de collecte de données ont été formés en genre et harcèlement sexuel, éthique, communication et techniques de consultation par quatre formateur/trice(s), les 22, 23, 26 et 27 octobre 2020.

## CONSULTATIONS

Des consultations avec les parties prenantes ont eu lieu durant les études de terrain pour informer les parties prenantes du projet et collecter leurs avis et leurs préoccupations sur le projet. A noter que les enquêtes de ménages ont aussi servi, dans une certaine mesure, à collecter les avis et préoccupations des personnes enquêtées. Au total, ce sont près de 1000 personnes qui ont été rencontrées.

Les personnes consultées ont principalement exprimé des préoccupations vis-à-vis de la probabilité que le projet puisse vraiment voir le jour et que leurs choix puissent être effectivement pris en compte. Elles ont aussi demandé quelles étaient les possibilités de trouver un emploi pendant les travaux ou que les entreprises locales puissent trouver des contrats, les procédures de compensations en cas de prise de terres. Enfin elles ont eu divers questionnements sur les services ou activités offerts par le projet.

À la suite de ces rencontres de groupe, des rencontres individuelles ont été privilégiées lors des consultations du mois de janvier 2021 qui étaient dirigées sur les tronçons choisis.

Au cours de ces consultations dans les communautés, des commentaires ont été recueillis par les équipes de consultants. La transcription des principaux échanges lors de ces consultations est présentée ci-dessous dans le Tableau 24.

**Tableau 24 : Transcription des échanges lors des consultations avec les parties prenantes**

**TRANSCRIPTION DES ECHANGES LORS DES CONSULTATIONS AVEC LES PARTIES PRENANTES**

#	NOM ET PRENOM	LIEU DE LA RENCONTRE	DATE DE LA RENCONTRE	COMMUNE	SUJETS DISCUTES LORS DE LA RENCONTRE
1	Fanord Gabriel	Duval - Troncon Moinson Dimini -Asile	19 Janvier	Asile	<p>Il y a d'autres projets de réhabilitation de routes financés par la diaspora (groupes haïtiens vivant à l'étranger).</p> <p>Il n'y avait pas de problèmes de circulation durant les travaux de réhabilitation de routes.</p> <p>Plusieurs personnes ont perdu une portion de terre sans discussion.</p> <p>Il y a parfois quelques chasses effectuées par un membre de la diaspora, il s'appelle Marc Arthur (Poules sauvages, oiseaux, mangoustes, etc.). Les travaux n'auront pas d'impact sur les activités agricoles.</p> <p>Deforestation: Lila, Campêche, Bois cabrit; qui sont utilisés pour faire du charbon.</p> <p>Activités génératrices de revenu: Agriculture, charbon.</p> <p>Il n'y a pas eu d'accidents. ils s'organisaient pour faire circuler les véhicules.</p> <p>les enfants travaillent pour payer leur scolarité.</p> <p>Type de travail des enfants: Casser des roches, chargement des camions de roche, faire du charbon.</p> <p>Mine roche: Riviere Duval.</p> <p>Recolte: Maïs au mois de Mars.</p>
2	Lausendieux Wilguens	Duval - Troncon Moinson Dimini- Asile	19 Janvier	Asile	<p>Il n'y a pas un endroit fixe pour les déchets humains.</p> <p>les habitants font leur besoin à l' air libre.</p> <p>Il n'y a pas d'église à Duval.</p>
3	Ministre Kenol	Moinsson	19 Janvier	Asile	<p>Plantation: Maïs, Manioc, Bananne</p>
4	Amboise Epheta	Chageux/ Centre ville	19 Janvier	Asile	<p>Aires protégées : 2ème section: Anglade et Changeux.</p> <p>Culture: Manioc, pois congo, patate.</p> <p>Pas de chasse.</p> <p>Déforestation pour le charbon de bois.</p> <p>Les gens ont accepté d'élargir la route sans compensation aucune.</p> <p>Les mineurs travaillent après l'école : sarcler, planter, métier de maçon et de fouilles, casse roche,</p> <p>Réhabilitation de la route de la 2ème section Changeux.</p> <p>La mairesse avait fait la réhabilitation du tronçon après le cyclone Mathiew en 2016. Il n'y avait pas de main d'oeuvre locale que des machineries.</p> <p>Les habitants circulent à motos sans problèmes durant les travaux de réhabilitation.</p> <p>Activités génératrice de revenu: commerce d'animaux, agriculture (bcp d'ananas) et jeux gaguères mais le charbon reste le commerce le plus rentable dans la zone.</p> <p>Le projet de l'UNOPS n'aura aucun effet sur les activités agricoles.</p> <p>L'age minimum est 18 ans pour travailler.</p> <p>La mairie dispose d'un document pour autoriser l'UNOPS. Interdiction de tuer des femelles d'animaux en gestation.</p> <p>Il n'y a pas un arbre spécifique à protéger tous les arbres sont importants.</p>

#	NOM ET PRENOM	LIEU DE LA RENCONTRE	DATE DE LA RENCONTRE	COMMUNE	SUJETS DISCUTES LORS DE LA RENCONTRE
5	Bernaville Joanne	Bois brulé CV - carrefour Sudre	20 Janvier	Plaisance du Sud	<p>Pas de compensation même si les propriétaires ont perdu une portion de terre à cause de l'élargissement de la route.</p> <p>Il n'y avait pas de panneau de signalisation durant les travaux de réhabilitation déjà effectués.</p> <p>Accidents sur la route: pieds cassés.</p> <p>Route impraticable quand il pleut.</p> <p>Difficile d'accès à l'école et au marché quand il pleut.</p> <p>Accidents graves blessures.</p> <p>Pas de corona, pas de cholera.</p> <p>Activités génératrices de revenu: agriculture: pois, mais, patate.</p> <p>les mineurs travaillent: sarcler, planter, travaux de maçonnerie.</p>
6	Pierre Lucienne	Kawa troncon CV - carrefour Sudre	20 Janvier	Plaisance du Sud	<p>Zone: Kawa: les habitants utilisent des manguiers, bois rouges pour faire du charbon.</p> <p>Pas de chasse d'animaux organisée: les enfants tuent parfois des oiseaux pour se nourrir. ils mangent aussi des chats.</p>
7	Docciya Jozeme (Marchand de borletteà	Sudre CV- carrefour Sudre	20 Janvier	Plaisance du Sud	<p>Route impraticable en temps de pluie.</p> <p>Il y a eu des travaux de réhabilitation par d'autres projets.</p> <p>Activités génératrices de revenu: Agriculture: Pois, mais</p> <p>Elevage: cabrit, mouton, boeuf.</p> <p>Problèmes d'accessibilité pour les personnes à mobilité réduite. Les personnes handicapées se déplacent en véhicules uniquement pour aller à l'hôpital.</p> <p>Les mineurs en majorité ne travaillent pas. Les déchets en plastique sont brûlés.</p> <p>Les déchets organiques font des composts.</p> <p>Pas de problèmes d'insécurité.</p> <p>Pas de chasse.</p> <p>Les habitants font leur besoin à l'air libre.</p>
8	Predville Jeff Marcelin (Marchand de borlette)	Aux Pins	20 Janvier	Plaisance du Sud	<p>Zone: Aux pins, routes aux pins à GAUTHIER praticable en tout temps,</p> <p>Agriculture: mais, mais, manioc.</p> <p>Accidents de motos.</p> <p>Les mineurs travaillent dans les travaux de maçonnerie.</p> <p>Activités génératrices de revenu: l'agriculture.</p> <p>Les déchets sont jetés par terre.</p> <p>Les rivières sont contaminées.</p> <p>Maladies fréquentes: la diarrhée, le choléra. Pas de corona virus.</p> <p>Les habitants coupent des arbres pour faire du charbon et utiliser les bois pour se nourrir.</p>
9	Saint fleurant Denise (Marchande)	Aux Pins	20 Janvier	Plaisance du Sud	<p>La route est praticable en tout temps à moto et en véhicule.</p> <p>Pour aller au marché ça lui prend 60 minutes. Elle utilise du bois pour se nourrir et pour faire du charbon.</p>



#	NOM ET PRENOM	LIEU DE LA RENCONTRE	DATE DE LA RENCONTRE	COMMUNE	SUJETS DISCUTES LORS DE LA RENCONTRE
10	Lafleur Soimène/ Jean Baptiste weber.	Anba Campêche	20 Janvier	Plaisance du Sud	Route non carrossable quand il pleut. Route impraticable quand il pleut. Agriculture: patate, maïs. Il y aura suffisamment d'ouvriers venant de la zone pour travailler. Les travaux ne vont pas impacter leur activités agricoles. Les personnes handicapées se déplacent par leur propre moyens. les enfants travaillent dans la rivière pour casser des roches. Les déchets sont soit, brûlés soit jetés par terre. Pas de problème d'insécurité. Absence de policiers dans les sections. Maladie fréquentes: Maux de tête, fièvre, grippe et choléra (parfois)
11	Mardi Ange Natha	Labiche/ Gauthier	20 Janvier	Plaisance du Sud	Les déchets sont brûlés. Il n'y a pas eu de travaux de réhabilitation. La majorité des habitants font leur besoin à l'air libre. Activités génératrices de revenu: agricoles. Les enfants de moins de 18 ans ne travaillent pas. La main d'œuvre est suffisante. Les travaux ne vont pas impacter les activités agricoles. Maladies: Grippe Fièvre. Les unijambistes utilisent la béquille pour se déplacer.
12	Magistrat Eddy	Centre Ville	20 Janvier	Plaisance du Sud	Il n'y a pas eu de compensation dans les travaux déjà effectués. L'UNOPS n'aura aucun problème pour couper des arbres pour réhabiliter la route. Elle ne sera pas autorisée à couper des arbres aux environs des sources d'eau. En temps de pluie, la route est impraticable. Activités des mineurs: sarcler et agriculture. Les personnes handicapées marchent avec des guides ou avec des béquilles. Pas de choléra ni de Covid-19. Maladies fréquentes: Grippe, malnutrition parfois la tuberculose. Activités génératrices de revenu: Enseignement, agriculture, commerce de charbon de bois. Ils pratiquent le commerce de charbon en août et en janvier et l'agriculture en janvier, octobre et au mois de novembre. Interdiction de couper les arbres fruitiers et les mombins.
13	Jacinthe Loulouse Bonhomme Magalie	K-mouton tronçon les palmes	20 Janvier	Baradères	Activités génératrices de revenu: Agriculture: Pois, maïs. Les enfants ne travaillent pas. Les habitants font du charbon pour survivre. Il n'y a pas de personnes handicapées dans la zone. Il y a beaucoup de vieilles personnes. Malgré les travaux les habitants peuvent se déplacer et circuler normalement. Maladies fréquentes Fièvre et grippe surtout durant les dernières semaines du mois de Décembre 2021. Choléra, pas de Covid-19 jusqu'à présent. Il font leur besoin physiologiques dans les latrines, dans un trou ou à l'air libre. Il n'y a pas encore de contamination d'eau dans la zone. Une seule rivière: k-mouton. Pas de mine de sable. Elevage: Cabrit, cochon mûles.

#	NOM ET PRENOM	LIEU DE LA RENCONTRE	DATE DE LA RENCONTRE	COMMUNE	SUJETS DISCUTES LORS DE LA RENCONTRE
14	Besson Ileçoit (Personne handicapée)	Les palmes	20 Janvier	Baradères	<p>Les personnes Hadicapées circulent en voiture comme lui par exemple.</p> <p>Les enfant font l'agriculture et font du charbon. Maladies fréquentes Fievre, Maux de tête, l'année dernière Covid-19.</p> <p>Elevage: poule, cabrit, mouton, boeuf.</p> <p>Activités génératrices de revenu: Igname, pois, maïs.</p> <p>Lui, le propriétaire d'un terrain à k-mouton interdit aux gens de couper des arbres dans sa propriété. D'autres propriétaires l'interdisent aussi.</p> <p>La route n'est pas praticable en tout temps.</p> <p>Les travaux ne vont pas impacter les activités agricoles.</p> <p>Les déchets sont jetés à l'air libre.</p> <p>Les déchets humains sont jetés dans les trous, latrines et à l'air libre.</p> <p>Il n'y a pas de mines.</p> <p>Les habitants se sont plaints du fait qu'on ait pris une portion de leur propriété sans compensation durant les travaux de réhabilitation de la route.</p>
15	Denis René	Tronçon: route Rail	20 Janvier	Baradères	<p>Zone: Calbatier, route Rail.</p> <p>Activités génératrices de revenu: Guildive.</p> <p>Les enfants font de taxi moto.</p> <p>Les habitants n'ont pas participé à la réhabilitation des routes.</p> <p>Elargissement de la route sans compensation et les habitants ne se sont pas plaints.</p> <p>Maladie: Fièvre, Grippe et maux de tête. Choléra a tué bcp de gens. pas de Covid-19.</p> <p>Les personnes handicapées circulent à motos ou en voiture.</p> <p>Les jeunes font de la chasse: Ramier, magouste, pintade, chat pour se nourrir.</p> <p>Les habitants font du charbon de bois mêmes les arbres fruitiers ont été utilisées pour la guildive. Elevage: porc, cabrit, vache.</p> <p>Route non carrossable en tout temps surtout quand il pleut.</p> <p>Les déchets sont brûlés ou jeté par terre.</p> <p>La majorité des habitants font leur besoin à l'air libre.</p> <p>L'eau est souvent contaminée.</p> <p>La main d'oeuvre est suffisante pour les travaux et ils n'auront pas d'impact sur leurs activités agricoles.</p> <p>Certains propriétaires interdisent de couper des arbres dans leurs zones.</p> <p>Seules les mûles ne sont pas autorisées à être tuées.</p>

#	NOM ET PRENOM	LIEU DE LA RENCONTRE	DATE DE LA RENCONTRE	COMMUNE	SUJETS DISCUTES LORS DE LA RENCONTRE
16	Petit Samson	Tronçon: route rail	20 Janvier	Baradères	<p>Zone: Calbatier, anba bois sapatte.  Les enfants ne travaillent pas.  Culture agricole: Lame véritable et bananne.  La route n'est pas carossble en tout temps. Elevage: Cabrit, cochon, boeuf.  Les déchets sont jetés par terre.  Les habitants font leur besoin à l'air libre.  Il y a eu des travaux de réhabilitation mais il n'y a pas eu de plaintes.  Les habitants ont circulé sans problèmes durant les travaux.  Les personne à mobilité réduite se déplacent avec l'aide de la communauté.  Il y a une mine de sable et roche dans la zone: dans la rivière Calbatier (baradères).  Chasse: oiseaux, chats, mangoustes pour se nourrir.</p>
17	Surin Junior	Tronçon Vincendron	20 Janvier	Baradères	<p>Zone: Vincendron.  Les enfants ne travaillent pas. Activités génératrices de revenu: Charbon.  Les handicapés circulent à motos.  Ils ne font pas de chasse.  Les déchets sont brûlés et sont jetés par terre.  Les habitants ont des latrines mais certains font leur besoin par terre.  Les habitants ne participent pas toujours dans les travaux de réhabilitation des routes.  La routes est carossable en tout temps.  Les habitants se sont plaints pour avoir perdu une portion de leur terre à cause de l'élargissement de la route sans compensation. .</p>
18	Nordelus Eliphète Renel Baptiste	Tronçon: Centre ville.	20 Janvier	Baradères	<p>Zone: centre ville; grand rue.  Les habitants jettent les déchets par terre ou les brûlent.  Les habitants ont des latrines.  Il n'y avait pas de plaintes pour la réhabilitation de la route.  Les habitants ont l'habitude de travailler dans les projets de réhabilitation de route. Il y avait une méthode de travail appropriée pour faciliter la cicalation des habitants  En cas de fortes pluies les habitants ne peuvent pas circuler.  Bien que Baradères soit déclarée "aires protégées" les habitants ne cessent de couper des arbres à volonté pour subvenir à leur besoin.  Les mineurs travaillent dans les guildives.  Bcp d'accidents de motos. Parfois graves avec des clavicules et jambes endommagées.  Activités génératrices de revenu: banane, igname, manioc.  Il n'y a pas d'animaux protégés.  Chasse: ramiers, pintades.  Il n'y a pas d'arbres protégés mais certaines personnes peuvent ne pas vouloir couper certains arbres.  Il y aura assez d'ouvriers pour le travail. Le travail n'aura pas d'impact sur les activités agricoles. Elevage: poule, boeuf, cabrit, mouton.</p>



#	NOM ET PRENOM	LIEU DE LA RENCONTRE	DATE DE LA RENCONTRE	COMMUNE	SUJETS DISCUTES LORS DE LA RENCONTRE
19	Lindor Francio	Centre Ville	20 Janvier	Baradères	<p>La mairie accompagne toujours les organisations de développement afin de les aider à gérer les plaintes.</p> <p>Par manque de canalisation, les routes sont impraticables en temps de pluie.</p> <p>Des accidents graves à Fond tortue.</p> <p>Aires protégées: Mangrove un hectare de terre (aires protégées).</p> <p>Il y a un arrêté sur l'interdiction de chasse mais sans effet.</p> <p>Activités génératrices de revenu: agriculture, la pêche, l'élevage.</p> <p>Les habitants ont l'habitude de travailler dans les travaux de réhabilitation.</p> <p>Les enfants travaillent dans les travaux de maçon. Pas d'accès.</p> <p>Les déchets sont brûlés et sont utilisés pour faire du fumier.</p> <p>Maladie: Malaria, grippe, fièvre, quelques cas de corona virus.</p> <p>Les personnes handicapées peuvent se déplacer sur des brancards, à motos ou en véhicules.</p> <p>Les travaux n'auront pas d'impact sur les activités agricoles.</p> <p>Les écoles sont très difficiles d'accès. Ils viennent de très loin. Ils parcourent 10 à 12 kilomètres à pieds.</p> <p>Les habitants font leur besoin à l'air libre. ils réclament un projet de latrines.</p>
20	Hyppolite Canille	Route Baptiste	19 Janvier	Aquin	<p>Pas de travaux de réhabilitation sur ces routes ou dans la zone. - Pas ou de zones protégées.</p> <p>- beaucoup d'utilisation du charbon pour cuisiner. - Pas de chasse.</p> <p>Les routes sont difficilement praticables en temps de pluie, beaucoup d'accident (surtout pieds cassés, parfois accidents mortels lorsque les femmes enceintes doivent aller à l'hôpital de fonds des noirs ou fonds des blancs). - l'accès au marché est assuré.</p> <p>Activité génératrice de revenus, principalement agriculture, élevage, commerce. Main d'œuvre disponible pour travaux de réhabilitation, car beaucoup de personnes sont sans emploi</p> <p>- Travail des mineurs à partir de 14, 15 ans, principalement maçonnerie et pour conduire des taxis moto</p> <p>- les déchets sont jetés dans la rue ou les ravines (voir photos) ou brûlés</p> <p>- toilettes, principalement latrines</p>
21	Monge Janner	Ecole Nationale (professeur) (Route Baptiste)	19 Janvier	Aquin	<p>- L'école a près de 200 élèves, beaucoup de retards en temps de pluie. Ils ont parfois des accidents, principalement pieds cassés</p> <p>- les personnes à mobilité réduite se débrouillent pour utiliser des motos quand même</p> <p>- les déchets sont jetés dans la rue ou les ravines. Les toilettes sont des latrines</p> <p>- Activités génératrices de revenus: agriculture, élevage, commerce</p> <p>- Main d'œuvre disponible pour HIMO car beaucoup de chômage. Quelques mineurs de 14/15 ans travaillent en général.</p>
22	Verdieux Clercia	Puit colonial (route de Baptiste)	19 Janvier	Aquin	<p>- les femmes font la lessive au puit colonial, elles s'y rendent à pied, même en temps de pluie, et l'eau y est propre</p> <p>- les femmes se rendent au marché de fonds des noirs en 30 min en moto, et y achètent nourritures, vêtements, etc.</p> <p>- pas de maladie majeure à relever ces dernières années dans la zone ni covid</p>

#	NOM ET PRENOM	LIEU DE LA RENCONTRE	DATE DE LA RENCONTRE	COMMUNE	SUJETS DISCUTES LORS DE LA RENCONTRE
23	Rene Felix	Zone 2 (Montclair, vieux bourg d'aquin)	19 Janvier	Aquin	<ul style="list-style-type: none"> <li>- la route n'est pas praticable, meme à moto, il n'y a vraiment pas beaucoup d'emplois dans la zone donc des travaux HIMO n'impacterait pas leurs activités.</li> <li>- les dechets sont brûlés. il existe des latrines, mais souvent mal construites donc contamination du sol</li> <li>- il n'y a pas eu d'autres travaux de rehabilitation dans la zone</li> <li>- pas de maladie majeure à relever ces dernières années dans la zone ni covid</li> </ul>
24	Ernest Sampin	Route Morisseau (Aquin)	19 Janvier	Aquin	<ul style="list-style-type: none"> <li>- il y a d'autres projets de rehabilitation, financés par le président, mais ils n'ont pas fait appelé la main d'oeuvre locale. Il existe cependant une main d'oeuvre locale disponible, mais selon lui les mineurs ne travaillent pas (un mineur est ensuite passé en train de conduire une voiture taxi)</li> <li>- les travaux de l'autre projet avaient été bien recus dans la zone et n'avaient pas nécessité de compensation</li> <li>- activités génératrices de revenu: culture bananace, manioc, pois, et commerce.</li> <li>- pas beaucoup d'accidents selon lui. la route est assez praticable. les gens se deplacent en moto et voiture</li> <li>- les enfants se rendent à l'ecole en taxi et selon lui, cela ne cause pas beaucoup d'accidents ni de retards majeurs.</li> <li>- idem pour hôpital</li> <li>- les déchets sont rassemblés et brûlés (voir photos )</li> <li>- les toilettes sont des latrines</li> <li>- pas de maladie majeure à relever ces dernières années dans la zone ni covid</li> </ul>
25	Ebel Joseph	Route Waf (sur la route du projet de conservation des mangroves avec UNDP GEF)	21 Janvier	Aquin	<ul style="list-style-type: none"> <li>- la route est praticable, mais seulement quand il ne pleut pas. En voiture, motos. Il n'y a pas trop d'accidents. Dans le passé, le MTPTC a remblayé la route, mais n'a pas fait appel aux communautes en HIMO. Cependant, la main d'oeuvre est disponible dans la zone, et cela n'affectera pas leurs activités génératrices de revenue. Ces dernières sont l'agriculture, culture du riz, manioc, banane, l'elevage et le petit commerce, la peche egalemt, la vente de bois et charbon. Les déchets sont jetés dans la nature ou brûlés. Les toilettes sont des latrines (50%) ou a l'air libre. Les personnes a mobilité réduite restent chez eux la plupart du temps car ils n'ont pas de moyens de se deplacer du fait de l'etat des routes. La route du waf est utilisee pour accéder au cabotage. Les enfant ne travaillent pas mais aident pour l'agriculture. Les enfants sont souvent en retard pour aller a l'ecole du fait de l'etat des routes. L'accès au marché est difficile et les biens se périment parfois. Il existe quelques problemes sécuritaires dans la zone. Le bois est utilisé pour faire de l'alcool et du charbon pour vendre. il existe une aire protégée le long de la route, pour la mangrove (mais au visuel on voit encore beaucoup d'arbres coupes et brûlés). Les principales maladies sont la grippe, le cholera, mais pas le covid. La chasse est pratiquée pour les oiseaux et le sanglier.</li> </ul>

#	NOM ET PRENOM	LIEU DE LA RENCONTRE	DATE DE LA RENCONTRE	COMMUNE	SUJETS DISCUTES LORS DE LA RENCONTRE
26	Joselie Jean	Riviere salee	21 Janvier	Aquin	- la route est impraticable en temps de pluie, passable en temps sec. Principalement utilisation de la moto. Pas beaucoup d'accidents releves, mais l'etat de la route entrainent des retards pour les enfant qui vont a l'ecole et rend difficile l'accès a l'hopital et au marche. Les principales activites generatrices de revenu sont: elevage, agriculture, vente de bois et charbon, et peche. Il existe une main d'oeuvre disponible et cela ne devrait pas avoir d'impact sur les activites economiques. Pas d'accidents du travail releves. Les enfant travaillent aux champs a partir de 18 ans selon Jean. Les dechets sont jetes dans la rue et parfois brules. Les toilettes sont principalement a l'air libre ce qui entraine des problemes de contamination de la nappe qui est tres haute. Mes principales maladies sont le cholera (qui diminue), la fièvre, la malaria. Ne sait pas pour covid. Pas de problemes de securite dans cette zone
27	Dorsil Louise (Casec)	Fonds des tortues (a l'eglise a cote du marche)	21 Janvier	Aquin	- La route est difficilement praticable depuis Baradère pour le marché a fonds des torues, et impraticable en temps de pluie (confirmee par le visuel, tres montagneux). Beaucoup d'accidents (pieds casses, fractures). Les enfants sont souvent en retard à l'ecole. Route utilisée pour venir au marché, à l'ecole, à l'hôpital. Pas de projets prealables pour cette route. Main d'oeuvre disponible. Les gens vivent de l'agriculture du pois, mais, igname, banane, petit mill. Pas d'impact economique si HIMO pour travaux. les déchets sont brulés pour le plastique et utilisés comme composte pour les dechets organiques (du marche principalement). Les personnes àmobilite reduite ne peuvent se deplacer sur cette route. Les maladies principales sont le cholera, la grippe, la fièvre. Les toilettes sont principalement a l'air libre avec contamination du ruisseau. Les enfant travaillent parfois pour le jardin et ne viennent pas à l'ecole. Certains ont des accident du travail. Pas de chasse dans cette zone. Utilisation de beaucoup de bois pour charbon, problème majeur de deforestation.





## MECANISMES DE GESTION DE PLAINTES

Une procédure de gestion de plaintes/doléances est prévue pour les communautés et travailleurs concernés. Il contient notamment :

- un système d'enregistrement, de suivi et de rapport
- un système pour recevoir les plaintes exprimées verbalement
- un système sécurisé pour les plaintes sensibles
- une procédure pour examiner les plaintes qui résultent dans une prise de décision
- un délai de réponse prescrit

Les autorités locales ainsi que les ouvriers seront informées de l'existence du mécanisme de plainte. Le numéro d'appel est disponible dans le code de conduite dont ils disposeront d'une copie. Ce code de conduite sera affiché sur chaque chantier.

Il existe 4 types de plaintes qui implique chacune un délai de réponse différent :

Les demandes d'assistances et d'information : délai maximum 72h

Les mécontentements mineurs ou majeurs : délai maximum 72h

Les violations mineures ou graves du code de conduite : en fonction de l'action entre immédiat et une semaine

Les cas d'abus, exploitation et harcèlement sexuels : en fonction de l'enquête.

Le point focal de communication est chargé de recevoir les plaintes et de s'assurer de leur suivi. Il peut gérer les plaintes de type 1 et 2 ou s'assurer de leur suivi auprès du management. Il achemine directement les plaintes de type 3 et 4.

Le comité de gestion des plaintes est un groupe ad hoc, de 4 personnes maximum. Il se constitue pour gérer des violations grave du code de conduite (type 3) nécessitant une résolution commune entre les différents partenaires (UNOPS, communauté, entreprise). Le comité de gestion des plaintes définit les délais et modalités de traitement de chaque plainte recevable. Les plaintes relatives à la violence basée sur le genre sont gérées par une équipe spécialisée de l'UNOPS.

## BUDGET DU PGES

Le budget indicatif global du PGES du début du projet jusqu'à la fin des travaux est de 28 000USD.

Une grande partie des recommandations n'implique aucun budget, car elle demande seulement l'intégration des éléments qui permettront de prendre des décisions ou qui permettront de réduire directement les incidences environnementales et sociales négatives du projet. Plusieurs autres recommandations seront à la charge des éventuels sous-traitants, mais ces dernières n'apparaissent pas dans ce PGES.

Le **Tableau 25** fournit des détails sur le budget du PGES.

**Tableau 25 : Budget indicatif du PGES**

	Budget Travaux	Budget Démobilisation	Total
	USD	USD	USD
<b>Matériels et gestion des déchets</b>			
Mise en œuvre de la procédure de gestion des déchets.	5 000		5 000
Systèmes et équipements pour la gestion durable des produits chimiques, huiles et carburants.	5 000	2 000	7 000
<b>Gestion du trafic et des transports</b>			
Mise en place de signalisation routière.	2 000	1 000	3 000
<b>Gestion du paysage et des aménités visuelles</b>			
Programme de santé et sécurité à l'égard des communautés (sensibilisation et équipement)	3 000	1 000	4 000

Mise en place du mécanisme de gestion des plaintes des communautés	2 000	2 000	4 000
Sensibilisation aux violences basées sur le genre	4 000	1 000	5 000
Mise en œuvre du Plan de restauration des moyens de subsistance	<i>A confirmer</i>		
Actions de développement communautaire	<i>A confirmer</i>		
Entretien de l'état des routes existantes	<i>A confirmer</i>		
<b>TOTAL</b>	<b>21 000</b>	<b>7000</b>	<b>28 000</b>



## QUELQUES IMAGES DES SITES D'INTERVENTION

Les quelques images ci-dessous permettant de visualiser l'état initial des quelques sites où seront créés des déviations temporaires.

### Image 1

Tronçon: Carrefour 3 Mangots à Plaisance

Zone: Rivière Libo

Travaux: Dalot 2 cellules



**Image 2**

Tronçon : Centre Ville Plaisance à Carrefour Sudre

Zone: Kawa

Travaux: Dalot 2 cellules



**Image 3**

Tronçon : Centre Ville Plaisance à Carrefour Sudre

Zone: Kawa

Travaux: Dalot 2 cellules





Image 4  
Tronçon Centre Ville Plaisance à Carrefour Sudre  
Zone: Ti Francois  
Travaux: Dalot 1 cellule



Image 5  
Tronçon Route Vigile à source Baptiste et Monocot  
Zone: Vigile  
Travaux: Dalot 1 cellule





